



EUROPEAN
COUNCIL
ON FOREIGN
RELATIONS
ecfr.eu



FLASH
SCORECARD

LES YEUX FERMÉS:

Panorama des attitudes européennes sur la question de la dissuasion nucléaire

Manuel Lafont Rapnouil, Tara Varma
& Nick Witney

RÉSUMÉ

- Les Européens demeurent réticents à renouveler leur pensée sur la dissuasion nucléaire, en dépit de l'instabilité stratégique croissante. Leur but avoué d'une « autonomie stratégique » restera lettre morte jusqu'à ce qu'ils se consacrent sérieusement à cette question.
- Ce sous-investissement intellectuel devrait se poursuivre malgré : une relance du débat sur la « bombe allemande », un nouveau traité sur l'interdiction des armes nucléaires et la disparition du traité FNI.
- Les attitudes face à la dissuasion nucléaire diffèrent radicalement d'un pays à l'autre et toute nouvelle approche de la dimension nucléaire devra composer avec cet état de fait. En outre, alors que de nombreux gouvernements et leurs électeurs partagent un même point de vue, chez certains acteurs de premier plan comme l'Allemagne, le gouvernement et le public ont des visions opposées.
- Aucune initiative européenne visant à déclarer une autonomie nucléaire stratégique n'est encore réalisable mais une stratégie visant à se prémunir contre de futures incertitudes est bel et bien possible.
- Tout d'abord, le Royaume-Uni et la France devraient faire passer l'idée de la dissuasion européenne d'une simple notion en une offre crédible, en renforçant leur coopération nucléaire bilatérale et en augmentant le nombre de signaux qui indiquent leur volonté de protéger les autres.

L'édition allemande du Welt am Sonntag du 29 juillet a fait l'effet d'une bombe dans les kiosques à journaux. L'arme en question, peinte aux couleurs du drapeau allemand, illustre le titre en première page : « Avons-nous besoin de la bombe ? ». Dans l'article lui-même, on pouvait lire : « Pour la première fois depuis 1949, la République fédérale d'Allemagne n'est plus couverte par le parapluie nucléaire américain. ».

L'irruption de cette question sur le devant de la scène, dans une Allemagne pacifiste et anti-nucléaire, est certes remarquable. Mais il était grand temps. En 2018, l'ECFR a réalisé une étude très complète sur la position adoptée par les différents États membres de l'Union européenne sur les questions nucléaires. Cette étude a mis en évidence deux tendances. Premièrement, malgré l'insécurité internationale grandissante, les Européens refusent toujours d'admettre la nécessité accrue de réserver une place de choix à la dissuasion nucléaire dans leur réflexion stratégique. Deuxièmement, et en conséquence, les attitudes nationales sont pour l'essentiel restées inchangées depuis la fin de la Guerre froide, époque à laquelle la question de la dissuasion nucléaire est passée au second plan : en d'autres termes, les États membres affichent aujourd'hui des positions variées sur ce sujet, depuis ceux qui considèrent toujours la dissuasion nucléaire comme une composante fondamentale de la sécurité européenne, jusqu'aux partisans du désarmement nucléaire unilatéral.

Cette question est loin d'être la seule sur laquelle est observée une telle hétérogénéité de positions nationales, et sur laquelle les États membres semblent vouloir rester dans le déni. Pour reprendre les termes d'un responsable interrogé par les auteurs de l'article : « L'Europe a externalisé

non seulement sa sécurité, mais également sa réflexion stratégique en la matière ». Mais au vu des évolutions radicales observées dans l'environnement international de sécurité, les conclusions de cette étude sont sans appel : les Européens doivent de toute urgence relancer une réflexion et un débat sur la question de la dissuasion nucléaire. Le projet d'une « bombe allemande » a peu de chances de susciter l'adhésion – à commencer par les Allemands eux-mêmes. Les Européens doivent plutôt se demander sérieusement si un « parapluie nucléaire » franco-britannique constituerait une stratégie réalisable et souhaitable pour compléter ou remplacer la garantie de sécurité nucléaire actuelle, mise en place par les Etats-Unis au bénéfice de l'Europe. Ce rapport indique, en conclusion, que cette question revêt une importance réelle et doit être replacée dans un ensemble plus large, mais de réflexions concernant les armes nucléaires, sur lequel un débat européen soit être ouvert.

Indépendamment de la viabilité d'un éventuel accord sur un « Saint-Malo nucléaire » (selon les termes employés par un membre de l'équipe de recherche paneuropéenne de l'ECFR), une chose est sûre : au vu de la situation actuelle, les Européens ne pourront donner vie à leur ambition affichée d'assurer leur « autonomie stratégique » qu'en prenant des mesures concrètes sur le volet nucléaire. Or, l'absence de force de dissuasion européenne pourrait bien mettre à mal cet objectif. Outre les capacités nucléaires, de nombreuses options s'offrent à l'Europe pour atteindre cet objectif d'autonomie stratégique. Mais faut d'action sur ce plan, de nombreux Européens, sceptiques quant à la crédibilité de la garantie nucléaire américaine, continueront de penser que la Russie aura toujours le dessus en cas de conflit armé avec l'Europe. Et pourtant, la plupart des États membres de l'Union européenne (UE) continuent de fermer les yeux sur la dimension nucléaire d'un environnement stratégique en mutation rapide.

De sombres perspectives

Bien sûr, les Européens sont conscients de la dégradation de l'environnement de sécurité dans lequel ils évoluent. Ils savent que le voisinage qu'ils voulaient transformer en cercle d'amis a plutôt tourné au cercle de feu. Ils savent aussi que la violence s'est insinuée sur le territoire européen par le biais du terrorisme. La Russie de Vladimir Poutine a aussi joué un rôle décisif dans les perceptions des Européens, comme en témoigne la hausse des budgets européens de la défense, observée simultanément à la guerre déclenchée dans l'est de l'Ukraine par l'annexion de la Crimée par la Russie. Et l'arrivée de Donald Trump à la Maison Blanche a fait surgir des doutes quant à la fermeté de l'engagement américain en faveur de la sécurité de l'Europe, notamment par l'intermédiaire de l'OTAN.

La stratégie globale de 2016 a placé l'autonomie stratégique en tête des objectifs de l'UE et de ses États membres. Bien que mal défini, ce concept signalait néanmoins, de la part des Européens, une prise de conscience de la

nécessité d'être mieux préparés à assurer leur propre sécurité et, par conséquent, d'intensifier leurs efforts dans le domaine de la défense en se prenant en main et en réduisant leur dépendance vis-à-vis des États-Unis. Mais la vérité est que l'OTAN et, avec elle, la garantie de sécurité américaine étaient et demeurent aujourd'hui encore le cadre de sécurité de référence pour les Européens. Les progrès accomplis depuis 2016 sur la voie d'une Union de la défense européenne ne portent que sur les capacités conventionnelles et la base technologique et industrielle de la défense européenne. Les gouvernements européens ont pris soin d'ignorer presque totalement la question nucléaire lors de chacune de ces discussions et initiatives.

Et pourtant, la dimension nucléaire de cet environnement de sécurité saute aux yeux. Fruit d'une concertation diplomatique récente, le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN) a été adopté par les Nations Unies en 2017. Cette initiative n'a toutefois été appuyée par aucun des États actuellement dotés de l'arme nucléaire - qu'il s'agisse de ceux reconnus par le Traité de non-prolifération (TNP) ou des autres. Au contraire, les armes nucléaires ont pris, depuis, une place plus importante dans la stratégie de défense russe ; les États-Unis ayant quant à eux opté pour une politique plus « souple » dans le cadre de leur Examen de la posture nucléaire de 2018, incluant des ogives de faible puissance.

Parallèlement, les événements survenus en Asie de l'Est et au Moyen-Orient ont eu pour effet d'accroître les inquiétudes suscitées par l'augmentation du nombre d'États dotés d'armes nucléaires ; et le risque de crises de prolifération en Iran et en Corée du Nord a fait les gros titres à plusieurs reprises en 2018. La situation dans ces deux régions est, aujourd'hui encore, extrêmement imprévisible. Or, l'Europe est plus ou moins absente des efforts menés pour résoudre la situation en Asie de l'Est. Et, bien qu'elle joue un rôle central dans la tentative de maintien de l'accord sur le nucléaire iranien, elle est confrontée à un défi de taille : les États-Unis sont non seulement sortis de l'accord, mais ils tentent également d'empêcher l'Europe de mettre en œuvre sa propre stratégie de non-prolifération, en menaçant de sanctions les entreprises européennes. En Europe même, la crise ukrainienne a débouché sur une démonstration de force nucléaire de la part de la Russie - non seulement en paroles, mais également en actes, avec le déploiement de missiles à capacité nucléaire de courte portée dans l'enclave russe de Kaliningrad, frontalière de deux États membres de l'UE. Cela a affaibli davantage l'ordre de sécurité européen, lequel est en réalité façonné activement depuis près de vingt ans par les États-Unis et la Russie ; difficile, dans ce contexte, de brandir encore l'idée selon laquelle l'ordre de l'après-Guerre froide ne change pas. Les États-Unis ont mis fin unilatéralement au Traité sur la limitation des systèmes antimissiles balistiques en 2002 ; la Russie a quant à elle probablement violé le Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire (FNI) en testant et en déployant le SSC-8, un nouveau missile à capacité nucléaire de portée intermédiaire couvert par l'interdiction. Les deux puissances ont annoncé de nouveaux programmes de

renforcement de leurs arsenaux stratégiques. Pourtant, bien que des déclarations de l'OTAN aient soulevé cette question, l'Europe n'a semblé véritablement réagir que lorsque les États-Unis ont annoncé leur intention de se retirer du traité FNI. Le déploiement par la Russie du nouveau missile SS-20 pendant la Guerre froide avait eu pour conséquence la crise des euromissiles. À l'opposé, la réaction des Européens au déploiement du SSC-8 a été de détourner le regard. Bien que les Européens commencent seulement à en prendre conscience, Trump a montré ce qu'il entendait en affirmant que l'OTAN était une force obsolète. Mais même dans l'après-Trump, les États-Unis pourraient bien refermer leur parapluie nucléaire. Pour le moment, les gouvernements européens estiment - ou espèrent - toujours pouvoir continuer à bénéficier de la couverture confortable de l'après-Guerre froide. Cela tient en partie au fait qu'ils ont totalement perdu l'habitude d'évoquer ensemble, et à plus forte raison avec leurs citoyens, toute question relative aux armes nucléaires.

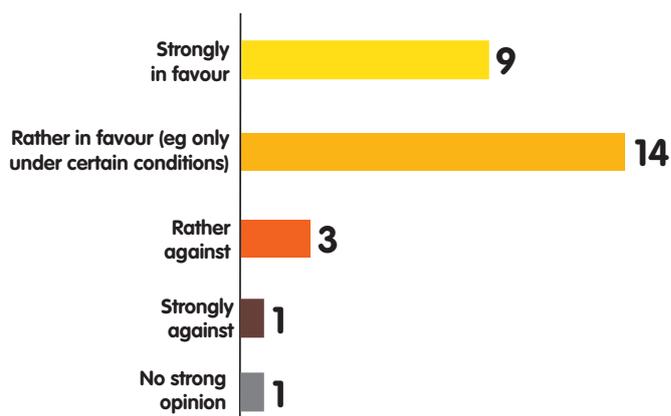
Bien entendu, le souvenir des manifestations suscitées par les euromissiles il y a 35 ans conduit certains gouvernements à fermer les yeux. D'autres, en revanche, perçoivent la Russie comme une menace. Certains gouvernements ont commencé à intégrer officiellement cette nouvelle donne; c'est le cas notamment du ministère français des Armées qui, dans sa Revue stratégique récente, soulignait l'émergence d'une « multipolarité nucléaire », les risques croissants associés à la « déconstruction de l'architecture de sécurité en Europe » et « l'imprévisibilité et l'ambiguïté » stratégiques qui en découlent. Mais la plupart des dirigeants européens craignent toujours d'ouvrir ce qu'ils considèrent être une véritable boîte de Pandore – en d'autres termes, d'initier une réflexion ouverte sur ces questions épineuses, avec le risque de devoir faire face à une opposition politique.

Silence en haut, ignorance en bas

Les attitudes européennes reflètent un patchwork d'opinions : le Royaume-Uni et la France sont des puissances nucléaires à part entière, avec l'adhésion plus ou moins appuyée de l'opinion publique. Pour des raisons liées à l'histoire, la Pologne et la République tchèque appuient quant à elle plus fermement le concept de dissuasion nucléaire. Dans certains pays tels que le Danemark, les Pays-Bas ou l'Allemagne, la société civile s'est opposée aux décisions du gouvernement concernant l'hébergement d'armes nucléaires. L'Irlande et l'Autriche militent activement en faveur de l'abolition de ces armes.

Malgré ces disparités, deux points communs unissent la plupart des États membres de l'UE sur la question nucléaire. Premièrement, presque tous partagent officiellement, voire de façon ostensible, un engagement en faveur de la réduction des armes nucléaires : les recherches effectuées à l'occasion de ce rapport ont révélé que seuls trois d'entre eux étaient réservés quant à l'objectif de désarmement nucléaire. Et ce, alors même que bon nombre de ces pays sont toujours membres de l'OTAN et peuvent bien sûr se reposer sur la possibilité

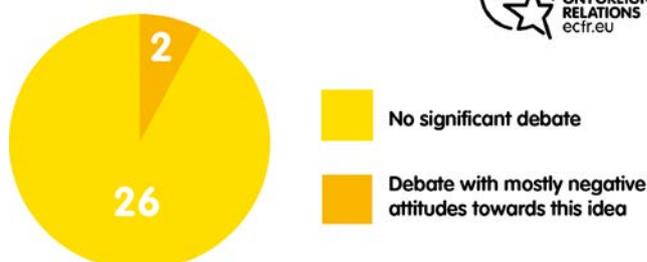
What is your country's position on nuclear disarmament?



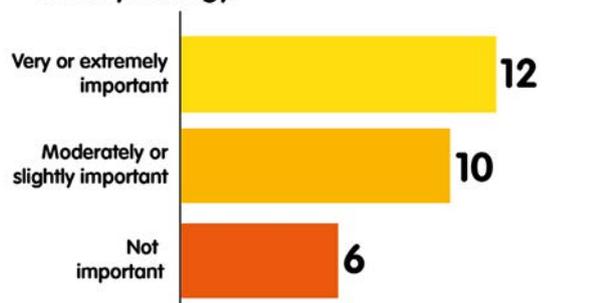
d'une intervention appuyée par la force nucléaire à travers l'article 5. La tension potentielle entre cette position favorable au désarmement et le bénéfice du parapluie nucléaire américain ne s'est toutefois pas encore pleinement matérialisée.

Deuxièmement, les armes nucléaires occupent aujourd'hui une place très secondaire dans l'imaginaire collectif. À la fin de la Guerre froide, lorsque les gouvernements européens étaient obligés de prendre des décisions difficiles concernant les armes nucléaires, celles-ci ont donné lieu à des controverses et suscité l'opposition de la part du grand public et de certains parlementaires. Mais après 1989 et la disparition de la menace soviétique, la question des armes nucléaires est apparue comme un sujet de réflexion et de débat ne justifiant plus des mêmes ferveur et rigueur de la part des gouvernements et des populations occidentaux. En Europe, la plupart ont accueilli à bras ouverts ce nouvel environnement international, plus léger et porteur d'espoirs, et ont écarté avec soulagement l'inquiétude nucléaire. Au lieu de la paix assurée par la dissuasion évoquée par de nombreux dirigeants de l'ère de la Guerre froide, les Européens ont goûté à la paix malgré la persistance des armes nucléaires. Celles-ci ont disparu du débat public. La fin de la Guerre froide a vu naître des initiatives visant à réduire le nombre total de têtes nucléaires dans le monde. L'essentiel de cet effort a été consenti par la Russie et les États-Unis, bien que ces deux pays possèdent toujours, à l'heure actuelle, des stocks d'armes beaucoup plus importants que ceux de

Is there a debate within your government on a European nuclear deterrent? (Number of EU states)



What is the importance attached to nuclear deterrence within your country's defence and national security strategy?



la France et du Royaume-Uni, qui ont quant à eux accompli des progrès considérables vers la dissuasion minimale.

Aujourd'hui, le grand public est plutôt favorable au désarmement - ce qui pourrait expliquer en partie son relatif désintérêt après la réduction du nombre total d'armes dans le monde, à ceci près que les efforts de la Russie et des États-Unis n'ont guère été salués. L'éventuel regain d'intérêt actuel de l'opinion publique découle sans doute d'un activisme de haut niveau. Dans le contexte du TIAN, la décision de décerner le prix Nobel de la paix 2017 à la Campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires laisse présager un nouvel élan abolitionniste. Cette position est également plus sensible dans la vie politique nationale : en 2017 en Allemagne, lors des élections fédérales, le candidat social-démocrate à la Chancellerie a promis le retrait des armes nucléaires américaines présentes dans le pays. Au Royaume-Uni, le parti travailliste est désormais dirigé par un partisan du désarmement unilatéral ; en Écosse, le Parti national écossais, actuellement au pouvoir, est fermement opposé aux armes nucléaires.

L'environnement international actuel, tendu et instable, ne suscite pas - encore - chez le grand public d'inquiétudes particulières sur les questions nucléaires, pas plus qu'il n'incite les gouvernements à prendre les devants en la matière. Le décalage entre les politiques des gouvernements et les aspirations des populations a peut-être incité les dirigeants à ne pas faire de vagues sur le dossier nucléaire. Si tel est le cas, cette stratégie semble avoir fonctionné. Mais il y a fort à parier que les ferments d'une opposition populaire aux déploiements nucléaires sont toujours présents en Europe.

Les familles nucléaires de l'Europe : des cousins et des rivaux

Pour mieux comprendre la situation, le réseau de l'ECFR, constitué de 28 chercheurs, a réalisé une série d'enquêtes afin d'identifier les positions recensées en Europe à l'égard des armes nucléaires. Ainsi, plus de 100 décideurs politiques et analystes ont été interrogés, et des travaux de recherche

ont été menés sur les documents officiels, les travaux universitaires, les analyses proposées dans la presse et les sondages d'opinion. Pour chaque pays, les axes de recherche ont été les suivants : position à l'égard de la dissuasion nucléaire, menaces nucléaires identifiées (le cas échéant) pour la sécurité nationale et mesures préconisées pour s'en prémunir. Les données reflètent ce que les dirigeants et les experts estiment être la position de leur pays sur ces questions. Une analyse pays par pays est jointe à ce rapport.

La conclusion la plus frappante de cette étude est sans doute l'immuabilité des positions européennes. La plupart - sinon l'ensemble - des pays européens considèrent que les événements récents confortent leur attitude traditionnelle. Ils en concluent que malgré l'évolution de l'environnement, leur position sur les questions nucléaires n'a pas besoin d'être réexaminée. Le confort de ce statu quo n'incite donc guère les gouvernements à briser le silence et à dissiper l'ignorance des populations.

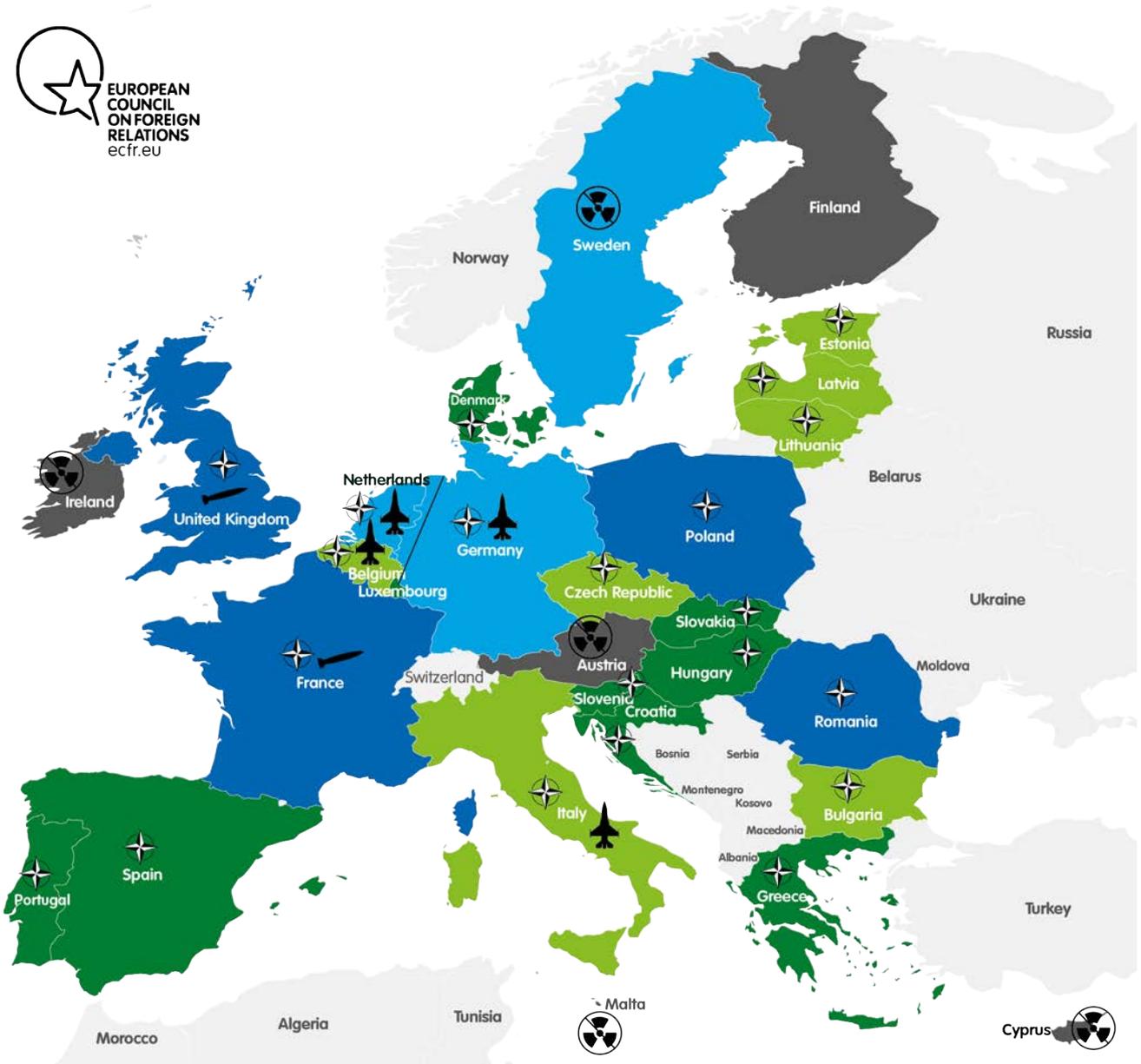
Les positions des États membres de l'UE couvrent toujours l'intégralité du spectre, allant des puissances nucléaires engagées aux abolitionnistes convaincus - et permettent une répartition des pays en cinq groupes sur la question de la dissuasion nucléaire : **Vrais croyants, Neutres, Tourmentés, Pragmatiques et Conformistes.**

Les Vrais Croyants se trouvent à une extrémité du spectre : il s'agit de la France et du Royaume-Uni, ainsi que de la Pologne et de la Roumanie. Les deux premiers sont des États dotés, qui prévoient de rester : même avec un fervent partisan du désarmement unilatéral à sa tête, la plupart des députés de l'opposition travailliste ont voté pour le renouvellement du programme Trident en 2016. Depuis la fin de la Guerre froide, la France et le Royaume-Uni ont modernisé leurs arsenaux nucléaires, tout en s'efforçant d'en réduire la taille, conformément à leurs doctrines de dissuasion minimale. Chacun a également resserré le déploiement de ses armes.

La Pologne et la Roumanie font également partie du camp des Vrais Croyants : profondément inquiets face à la Russie, ces deux pays recherchent auprès des États-Unis une réassurance et ont même accepté un renforcement de la présence physique des forces américaines sur leur territoire. Chacun de ces deux pays accueillent une brigade mobile et des composantes du système de défense antimissile de l'OTAN. La Pologne a récemment proposé de financer la création d'une nouvelle base américaine (« Fort Trump ») dans le cadre d'un accord bilatéral. L'action menée par ces pays en faveur de la dissuasion nucléaire n'implique cependant pas d'armes nucléaires américaines sur leur territoire.

Dans leurs évaluations stratégiques, les quatre pays de ce groupe considèrent les menaces nucléaires comme étant sérieuses ; ils estiment par ailleurs que la dissuasion nucléaire doit occuper une place centrale dans leurs stratégies de défense et de sécurité nationale. En outre, contrairement à ce que l'on observe dans d'autres pays qui partagent cette position (Allemagne, notamment), l'action

Nuclear weapons and the EU



Attitude towards nuclear weapons: True believers Conflicted Neutral Pragmatist Conformist

NATO member
 Nuclear-armed
 Hosts US nuclear weapons
 Voted for Treaty on the Prohibition on Nuclear Weapons

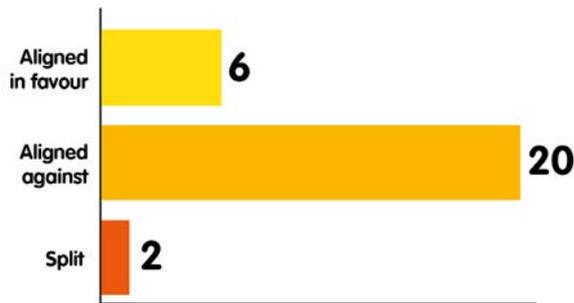
du gouvernement est soutenue par l'opinion publique, de sorte que leur engagement en faveur de la dissuasion nucléaire n'est pas exposé à des pressions contraires.

Les Neutres se trouvent à l'autre extrémité du spectre : il s'agit de l'Irlande, de l'Autriche, de Malte, de Chypre et de la Finlande (tous sont des États membres de l'UE, non membres de l'OTAN). Les deux premiers sont fiers de leur tradition antinucléaire : ces dernières années, l'Irlande et l'Autriche ont activement contribué à promouvoir le TIAN à l'ONU et l'ont signé. L'un des cinq principaux axes de politique étrangère définis par l'Irlande est d'éliminer

totallement les armes nucléaires dans le monde, tout en œuvrant au désarmement. L'Autriche est encore plus active sur ce front : elle a ratifié le TIAN en mai 2018 et défend avec force et inflexibilité la cause abolitionniste, estimant que seuls l'abandon et l'interdiction totale de ces armes permettront d'enrayer leur prolifération.

Traditionnellement, Malte et Chypre sont des pays non-alignés, et qui entretiennent des relations cordiales avec la Russie. Ces deux pays renoncent à la dissuasion nucléaire dans leur politique de défense et ont également voté en faveur du TIAN à l'ONU, bien qu'ils n'aient pas encore signé

On the Treaty on the Prohibition of Nuclear Weapons, have your country's governing circles been generally on the same page?



le Traité. Leur profil diffère toutefois de celui de l'Irlande et l'Autriche en raison de l'activisme observé dans ces derniers.

La Finlande, autre État non-aligné, s'est rapprochée de l'OTAN ces dernières années, mais la menace nucléaire n'est pas une priorité dans son évaluation stratégique de son environnement. Par conséquent, la dissuasion continue d'occuper toujours une place marginale dans la stratégie de défense de la Finlande. Elle adopte néanmoins une attitude plus modérée que les autres Neutres sur l'interdiction de l'arme nucléaire : la Finlande n'a pas pris part au vote sur le TIAN et a refusé de le signer - afin, semble-t-il ; d'éviter de se positionner sur toute question nucléaire autre que celle du soutien au TNP. Dans une certaine mesure, la Finlande pourrait, compte tenu de son extrême restreinte, constituer une famille en soi.

Autre membre de l'UE historiquement neutre, la Suède a voté en faveur du TIAN à l'ONU. Si dans cette typologie, les Neutres ont adopté leurs positions sans controverse intérieure excessive, il n'en va absolument pas de même pour la Suède - qui rejoint ainsi les Pays-Bas et l'Allemagne dans le groupe des **Tourmentés**.

Dans ces trois pays, la société civile est solidement organisée et fermement opposée aux armes nucléaires, les divisions lors des votes au Parlement national reflétant un clivage plus profond au sein de la population sur la question nucléaire. Dans le cas de la Suède, les inquiétudes

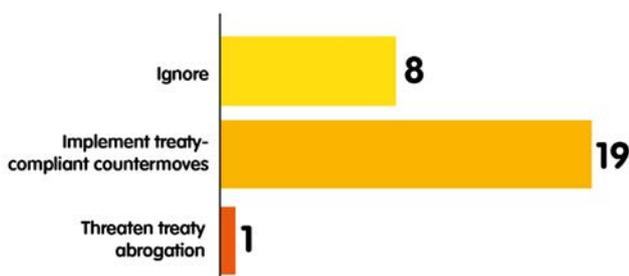
croissantes suscitées par la Russie et l'intensification de la coopération avec les États-Unis et l'OTAN en matière de défense se heurtent à la tradition de paix chère aux Suédois. Cela s'est traduit par des divisions ouvertes au sein du gouvernement après la signature du TIAN et par l'instauration d'une commission spécialisée chargée d'examiner les arguments pour et contre l'adhésion au Traité.

Des tensions similaires peuvent être observées aux Pays-Bas : sous la pression du Parlement, le gouvernement néerlandais s'est désolidarisé de l'OTAN en prenant part aux négociations entourant le TIAN, pour finalement voter contre le Traité. Les Pays-Bas devront prochainement remplacer leur flotte de F16 (voir encadré), ce qui ne manquera pas de relancer les débats. En 2012, le Parlement des Pays-Bas avait souhaité que l'appareil appelé à remplacer le F16 ne soit pas à capacité nucléaire, remettant ainsi en question la perspective pour La Haye de rester partie aux accords de partage nucléaire de l'OTAN.

En Allemagne, bien que le grand public soit de longue date très majoritairement hostile à la politique nucléaire de l'OTAN, les gouvernements successifs lui ont toutefois traditionnellement apporté leur soutien. L'Allemagne devra prochainement prendre une décision au sujet du remplacement du Tornado, avion de combat à capacité duale ; bien que le hiatus entre l'opinion publique et les autorités ne soit pas nouveau, ce processus risque de se dérouler dans un climat de tensions. Et ce, d'autant plus que certains membres du gouvernement parmi les plus hauts placés, et notamment la Chancelière, remettent aujourd'hui en question la dépendance exclusive traditionnelle vis-à-vis du parapluie stratégique américain. Les 16 autres États membres de l'UE sont tous membres de l'OTAN. Ils adhèrent à la politique de dissuasion nucléaire de l'Alliance et ont tous suivi la ligne de l'OTAN concernant le TIAN, en refusant de signer le traité proposé au motif que celui-ci était irréaliste et susceptible de compromettre l'efficacité du TNP. Mais compte tenu des degrés de conviction variables observés entre ces États membres, nous avons choisi de les répartir grossièrement en deux autres groupes.

Le premier de ces deux groupes est celui des **Pragmatiques**. Il s'agit de l'Estonie, de la Lituanie, de la Lettonie, de la Bulgarie, de la République tchèque, de la Belgique et de l'Italie. Les cinq États d'Europe centrale et orientale de ce groupe ont en commun - quoiqu'à des degrés divers - d'accepter de fait l'importance de la composante nucléaire dans la stratégie de l'OTAN. Cette position découle, en grande partie, de leur méfiance vis-à-vis de la Russie (entre autres raisons). L'avenir de la Belgique en tant que partie à l'accord de partage nucléaire n'est pas remis en cause, même si le pays doit lui aussi se positionner sur la capacité duale de ses avions de combat - une décision qui s'annonce difficile pour des raisons liées à la politique et à l'industrie de défense. L'Italie restera également partie à l'accord de partage de la charge nucléaire, car elle a déjà opté pour le F35 : les avantages associés au statut d'allié fidèle des États-Unis l'emportent sur l'opinion largement répandue selon laquelle

What is your country's position on how to respond to Russia's alleged violations of the INF Treaty?



la Russie n'est pas nécessairement une menace dès lors que l'Europe adopte à son égard une stratégie appropriée.

Le dernier groupe, et le plus vaste, est celui des pays de l'OTAN qui sont moins préoccupés par les menaces nucléaires que certains autres pays européens, et considèrent la dissuasion comme d'importance mineure dans leur stratégie de défense. Pour eux, aller dans le sens de l'OTAN est la solution la plus facile et la plus avantageuse. Il s'agit du groupe des **Conformistes** : Croatie, Slovaquie, Slovénie, Hongrie, Grèce, Danemark, Luxembourg, Espagne et Portugal. Bien entendu, chacun de ces pays présente ses propres spécificités. À une extrémité du spectre, la Croatie est fondamentalement indifférente aux problèmes nucléaires, mais préoccupée par les agissements de la Russie dans les Balkans. Le Danemark, quant à lui, associe aversion pour le nucléaire - position traditionnelle des pays nordiques - et atlantisme inflexible. Mais tous se reconnaissent résolument dans le courant majoritaire en Europe, qui ne demande qu'à reconduire à l'infini les positions agréées dans le cadre de l'OTAN en matière de politique nucléaire.

Façonner la question nucléaire

Les recherches de l'ECFR mettent en lumière les problèmes qui alimentent la position d'ensemble de chaque pays sur la dissuasion nucléaire. Tous sont des sujets d'actualité qui façonnent activement l'opinion des gouvernements et du grand public : Russie ; crédibilité de la garantie de sécurité nucléaire américaine ; crises de prolifération ; désarmement nucléaire ; défense antimissile ; et OTAN.

Place de la Russie dans l'évaluation de la menace par les Européens

Les résultats de l'étude confirment que l'importance accordée à la menace russe explique, en grande partie, la position de la plupart des États de l'UE sur la question des armes nucléaires. Et, sans surprise, les États membres de l'UE sont divisés sur leur évaluation stratégique de la menace russe. En outre, à évaluation égale, les positions adoptées ne sont pas nécessairement les mêmes. Ceux qui considèrent la Russie comme une menace, indépendamment de son statut de puissance nucléaire, se trouvent généralement à l'extrémité la plus radicale du spectre : soit parmi les Vrais croyants, soit parmi les Pragmatiques. À l'autre extrémité, ceux qui ne perçoivent pas la Russie comme une menace occupent une place importante dans le vaste groupe des Conformistes. Et, en toute logique, les partisans de la cause abolitionniste font partie des Neutres. Il n'y a toutefois pas de lien clair entre la perception nationale de la Russie comme une menace et la possession d'armes nucléaires par la Russie ; et dans chacun des groupes, on trouve des pays qui s'accordent sur la réalité de la menace russe mais ne s'entendent sur la meilleure réponse à adopter.

L'analyse des principales menaces identifiées par les États membres souligne la diversité des positions et des

Des décisions difficiles en vue : partage nucléaire et renouvellement de la flotte d'avions de combat à capacité duale

Quatre pays européens hébergent sur leur territoire des bombes nucléaires américaines à gravitation qui devront, le cas échéant, être larguées par leur propre aviation nationale : c'est le cas de la Belgique, de l'Allemagne, de l'Italie et des Pays-Bas. Cet accord établi de longue date fait partie de la doctrine de l'OTAN dite de « partage nucléaire », reposant sur l'idée selon laquelle les risques et les responsabilités nucléaires doivent être partagés, afin de démontrer la solidarité de l'Alliance et de renforcer la crédibilité de sa dissuasion.

Tous les avions de combat à capacité duale affectés à cette mission de partage doivent être remplacés à court ou à moyen terme. Cela signifie que la Belgique et les Pays-Bas (qui utilisent actuellement des F16), comme l'Allemagne et l'Italie (qui utilisent des Tornado), devront non seulement se doter de nouveaux avions, mais également équiper une partie de leurs nouvelles flottes nationales pour assurer leur capacité duale - en d'autres termes, pour que ces avions puissent à la fois larguer des bombes nucléaires et des munitions conventionnelles.

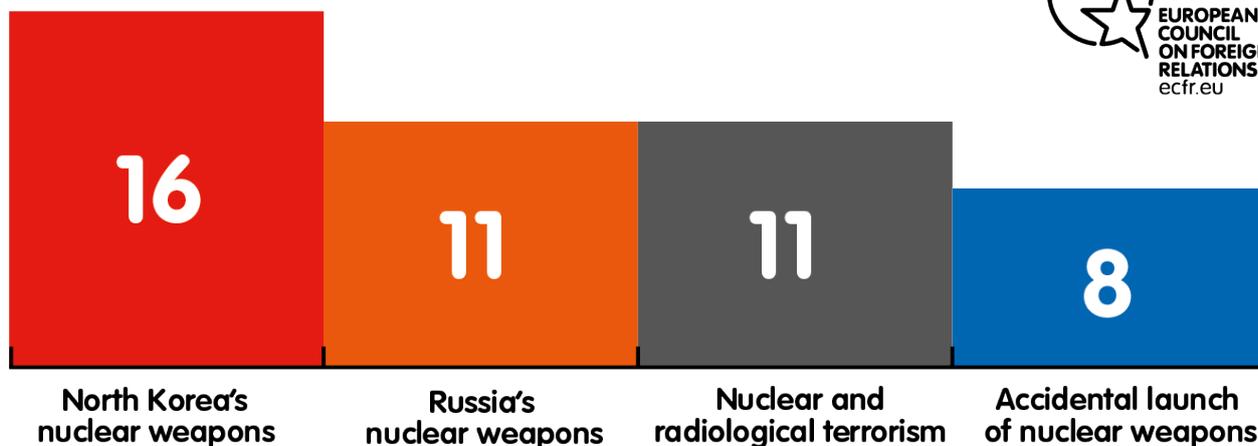
Les États-Unis fabriquent, pour leur propre usage, des F35 à capacité duale et des F35 conventionnels et entendent fournir ces avions aux pays européens qui participent au partage nucléaire.

L'acquisition des F35 est, en tout état de cause, un véritable sujet de discorde, compte tenu de la volonté croissante de l'Europe de privilégier sa propre base technologique et industrielle de défense. Mais la question de la capacité duale pose, en elle-même, un certain nombre de difficultés. L'Italie et les Pays-Bas ont d'ores et déjà opté pour les F35, tandis que la Belgique et l'Allemagne ne se sont pas encore prononcées. Toutefois, même l'Italie et les Pays-Bas n'ont pas encore fait savoir publiquement s'ils équiperont, ou non, leurs nouveaux avions de manière à leur assurer aussi une capacité nucléaire. Le Parlement néerlandais a voté contre une telle décision.

perceptions européennes. L'arsenal nucléaire russe est la principale menace identifiée par 11 États membres, et une préoccupation majeure pour plusieurs autres. La plupart de ces États membres appartiennent au groupe des Vrais croyants ou des Pragmatiques. Ces mêmes États s'accordent par ailleurs à dire que le déséquilibre entre le nombre déclaré d'armes nucléaires non stratégiques des États-Unis (200) et celui de la Russie (2 000) constitue en lui-même une menace, tandis que la moitié des États membres ne partagent pas cet avis. Mais dans l'ensemble, la plupart des États membres ne considèrent pas la Russie comme leur premier sujet d'inquiétude en matière nucléaire. Leur préoccupation première est plutôt la prolifération des armes nucléaires.

Trois des quatre Vrais croyants (la France, la Pologne

Top four nuclear security concerns (number of EU states)



et le Royaume-Uni) considèrent les menaces nucléaires comme une priorité par rapport aux autres menaces - conventionnelles et non conventionnelles. Mais c'est également le cas d'autres pays : la Suède considère les menaces nucléaires comme un domaine d'action prioritaire, ce qui la rapproche des autres Tourmentés.

L'Irlande et l'Autriche, membres du groupe des Neutres, rejoignent l'Estonie et la Lettonie - Pragmatiques - au sens où ces quatre pays s'accordent à dire que la Russie constitue une menace, à plus forte raison du fait de son arsenal nucléaire. La différence entre ces deux groupes est la suivante : l'Irlande et l'Autriche estiment que l'abolition des armes nucléaires est la réponse à apporter, tandis que l'Estonie et la Lettonie insistent pour que les plans de dissuasion de l'OTAN intègrent la possibilité que la Russie fasse usage de ses armes nucléaires tactiques. Les pays qui considèrent que les menaces nucléaires sont moins sérieuses que les autres types de menaces figurent en bonne place parmi les Pragmatiques et les Conformistes.

Ère Trump : pas de changement majeur en vue

L'arrivée à la Maison Blanche de D. Trump, premier Président à revendiquer haut et fort une « Amérique d'abord » depuis des décennies, et certainement depuis la création de l'OTAN pouvait accroître le sentiment d'insécurité en Europe au point d'inciter les Européens à envisager d'assurer davantage leur propre défense - y compris sur le plan nucléaire. Ça et là, des voix se sont élevées pour promouvoir cette idée ; depuis l'élection de D. Trump, certains alliés clés des Américains se sont emparés publiquement de cette question. En 2017, en Pologne, Jaroslaw Kaczynski s'est déclaré favorable à l'idée d'une puissance nucléaire européenne, en suggérant que ce projet ne verrait hélas probablement jamais le jour. Le député allemand Roderich Kiesewetter avait quant à lui déclaré l'année précédente : « Si les États-Unis ne

sont plus disposés à nous fournir cette garantie, l'Europe a néanmoins besoin d'une protection nucléaire à des fins de dissuasion ». Il avait également évoqué l'idée d'un parapluie nucléaire franco-britannique pour l'Europe, financé par un budget de défense commun à l'échelon européen. Le Bundestag a ensuite commandité une étude, qui a conclu que l'Allemagne pouvait légalement financer les programmes nucléaires britannique ou français et accepter ces armes sur son territoire en contrepartie d'une protection.

Sept États membres de l'UE, dont quatre membres de l'OTAN, estiment que la garantie de sécurité nucléaire américaine est moins crédible sous la présidence de Donald Trump. Il s'agit notamment de deux États du groupe des Tourmentés - la Suède et l'Allemagne - ainsi que de la France - sans surprise, sachant que la France n'a jamais accepté de s'en remettre intégralement au parapluie nucléaire américain et s'est dotée d'une politique de dissuasion nationale indépendante, sur la base de ces doutes. L'étude indique néanmoins que pas moins de 22 États membres de l'UE - tous également membres de l'OTAN - estiment que la garantie américaine reste crédible. Trois (l'Estonie, le Royaume-Uni et la Pologne) considèrent même que la garantie a gagné en crédibilité, estimant peut-être que l'imprévisibilité décisionnelle actuelle en renforce l'effet dissuasif.

La réalité de l'engagement américain envers l'Alliance a toujours suscité des doutes chez certains. Peut-être les Européens doivent-ils à présent se préparer à l'éventualité que les États-Unis n'honorent pas leurs obligations au titre de l'article 5 du Traité. Mais la présidence Trump n'a pas eu l'effet d'électrochoc escompté sur les Européens, qui peinent à engager une réflexion approfondie sur le nucléaire et d'autres questions stratégiques.

Crises de prolifération et autres inquiétudes nucléaires

La non-prolifération a toujours été un point sur lequel les États membres de l'UE sont parvenus à s'entendre et à coordonner leur action, comme en témoigne le rôle joué par le groupe E3 (France, Allemagne et Royaume-Uni), l'UE et les sanctions européennes dans la gestion de la crise entourant le programme nucléaire de l'Iran et dans la conclusion de l'accord de juillet 2015 avec le gouvernement iranien.

La non-prolifération reste un sujet de préoccupation et un point de consensus. À l'heure où l'ECFR menait ses travaux de recherche (avant que Trump n'annonce le retrait des États-Unis de l'accord sur le nucléaire iranien), plusieurs pays, appartenant aux cinq groupes - du Portugal à l'Irlande en passant par l'Allemagne - déclaraient être préoccupés avant tout, en matière nucléaire, par l'évolution de la situation dans la péninsule coréenne. En revanche, la situation au Moyen-Orient suscitait moins d'inquiétudes chez la plupart des Européens : aucun État membre ne l'a en effet citée comme étant sa priorité absolue.

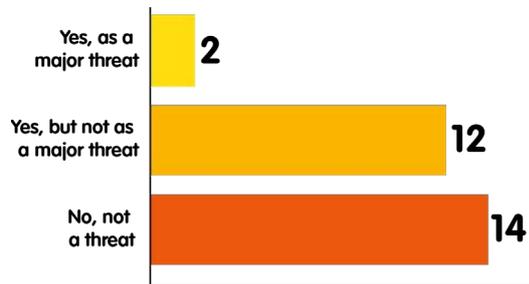
Cet engagement en faveur de la non-prolifération permet de mieux comprendre pourquoi les États membres considèrent que les avantages associés aux armes nucléaires dans le contexte de la sécurité européenne ne s'appliquent pas aux autres régions du monde. Les deux tiers des pays de l'UE estiment que la dissuasion nucléaire améliore, voire « améliore nettement », la sécurité de l'Europe, et près de la moitié pensent que cela profite au reste du monde. Mais, cette logique ne semble pas s'appliquer aux autres régions : plusieurs États membres craignent que la dissuasion nucléaire rende le Moyen-Orient et l'Asie moins, voire nettement moins sûrs. En conséquence, la plupart des États membres estiment que l'UE doit poursuivre ses efforts en vue de régler les grandes crises de prolifération – y compris dans la péninsule coréenne, où l'Europe n'a joué jusqu'à présent qu'un rôle limité. Une infime minorité pense que la seule position utile que les Européens puissent adopter est de soutenir les États-Unis.

Il convient toutefois de noter que les crises de prolifération ne sont pas la seule source d'inquiétude en Europe. Outre la Russie, le terrorisme nucléaire et radiologique constitue aux yeux de nombreux pays Européens une autre menace de premier plan pour la sécurité. C'est le cas en particulier des Conformistes (Portugal, Slovénie, Slovaquie et Espagne) et des Neutres (Autriche et Chypre). Le risque de lancement accidentel d'armes nucléaires suscite également certaines inquiétudes parmi les Neutres (Malte et Finlande). De rares pays ont cité, comme préoccupations majeures, la situation au Moyen-Orient, les tensions en Asie du Sud ou le développement du programme nucléaire militaire de la Chine.

Positions sur la question du désarmement nucléaire

Contrairement à la non-prolifération, le désarmement est depuis longtemps un sujet plus problématique pour les

The US has roughly 200 non-strategic nuclear weapons in Europe; Russia reportedly has 2,000. Is this imbalance perceived as a security threat in your country?

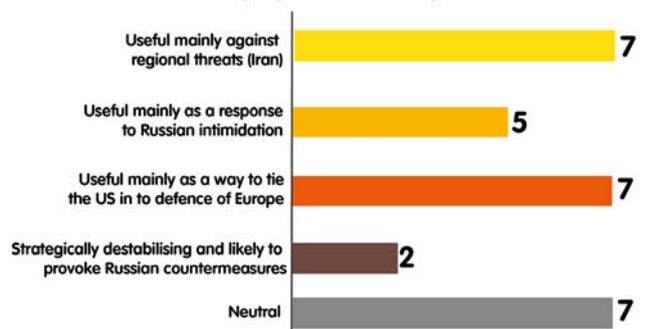


Européens - en raison notamment de l'ambiguïté du terme. S'agit-il d'une simple réduction des stocks ou d'une abolition totale ? Avec la résurgence des initiatives abolitionnistes dans le contexte du TIAN, cette incertitude s'est aujourd'hui muée en un point de forte divergence entre les États membres.

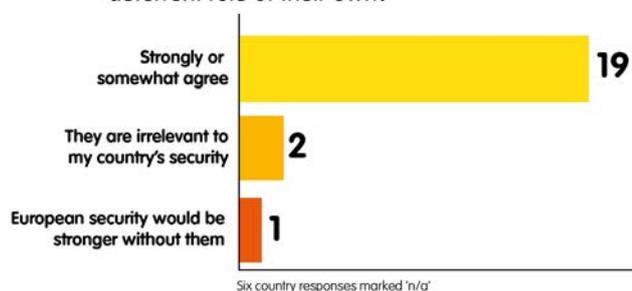
L'enquête confirme qu'une nette majorité des États membres sont favorables au désarmement nucléaire, du moins en principe. Ces États incluent les puissances nucléaires que sont le Royaume-Uni et la France. L'absence de consensus est visible sur la question des prochaines mesures à prendre sur la voie du désarmement : parmi les diverses mesures citées figurent notamment l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE), qui bénéficie du soutien des deux tiers des États membres. La moitié des États membres privilégient la négociation d'un Traité interdisant la production de matières fissiles (TIPMF), objectif avalisé par les positions communes de l'UE. Bien que de façon générale, les États soient favorables au désarmement, il n'existe aucun consensus sur ce que devrait être la prochaine étape en ce sens. C'est sans doute la conséquence de la rareté des débats sur la question ; mais cela suggère également l'existence d'un obstacle à de réels progrès sur ce front.

Fait quelque peu surprenant, les pays de l'UE hésitent à renvoyer la responsabilité exclusive aux États-Unis et à la Russie : le soutien à de nouvelles mesures de réduction des armements stratégiques et non-stratégiques reste en

How does your country view the usefulness of missile defence deployments in Europe?



Does your country agree that the independent strategic nuclear forces of the UK and France have a deterrent role of their own?



retrait par rapport aux autres options envisagées telles que le TICE et le TIPMF, et aux mesures de réduction impliquant toutes les puissances nucléaires. Parmi les deux États dotés d'armes nucléaires, le Royaume-Uni en particulier est favorable à cette dernière solution, préférant sans doute le désarmement multilatéral au désarmement unilatéral, tandis que la France s'associe à la majorité pour promouvoir des mesures encadrées par des règles (telles que les traités) plutôt qu'une réduction de l'arsenal.

Des réserves commencent à apparaître et des divisions, à naître, sur la question de savoir si l'environnement de sécurité mondial actuel permet d'envisager un désarmement total et/ou unilatéral. C'est ce qu'illustre de façon étincelante le débat houleux entourant le TIAN - question qui, en matière nucléaire, suscite actuellement le plus de clivages au sein de l'UE. Le problème n'est pas tant la division des États membres : seules l'Autriche, l'Irlande, Malte, Chypre et la Suède ont voté à l'ONU en faveur du Traité (la Finlande s'est abstenue), tandis que seules l'Autriche et l'Irlande l'ont signé, et que seule l'Autriche l'a ratifié. Mais cette question a polarisé le débat au point que les discussions sur le désarmement au niveau de l'UE sont actuellement au point mort. Alors que les membres de l'OTAN sont en désaccord avec les Neutres sur la question, la réaction officielle de l'Alliance au Traité a été la suivante : le désarmement nucléaire doit se dérouler « par étapes, et d'une manière vérifiable » et « sur la base de la réciprocité ». Au lieu de créer « les conditions d'un monde sans armes nucléaires », le Traité risque de saper le régime de non-prolifération actuel, selon l'OTAN.

Défense antimissile

L'engagement des États-Unis aux côtés de l'Europe s'est en réalité renforcé sur un point : à travers la construction - déjà en cours - d'une infrastructure de défense antimissile. Lorsque Barack Obama, alors président en exercice, a décidé de réduire les dépenses américaines en faveur de ce programme, la controverse a été plus limitée que ce que l'on aurait pu attendre. Mais la tendance s'est inversée sous Trump et le programme bat aujourd'hui son plein en Pologne et en Roumanie.

Malgré l'ambivalence traditionnelle des Européens sur cette question, l'étude indique qu'une majorité d'États membres

est favorable au déploiement des systèmes américains de défense antimissile en Europe. Seules Malte et l'Irlande pointent du doigt l'effet stratégiquement déstabilisant de ce déploiement et le risque que celui-ci ne soit perçu comme une provocation par la Russie. Et, malgré le risque de voir leur force de dissuasion finalement compromise par une défense antimissile stratégique efficace, le Royaume-Uni et la France elle-mêmes sont rangés du côté des partisans du programme.

L'analyse des raisons de ce soutien met là encore en évidence le manque de cohésion stratégique des Européens sur ces questions. Plusieurs États membres s'en tiennent à la logique officielle de l'OTAN, selon laquelle la présence de ces systèmes de défense est nécessaire pour contrer les menaces régionales potentielles. Un nombre équivalent de pays (Pragmatiques et Conformistes) admet toutefois que l'intérêt de ces systèmes de défense antimissile tient en premier lieu au fait qu'ils impliquent les États-Unis dans la défense de l'Europe. Et un nombre légèrement plus réduit d'entre eux considèrent la défense antimissile comme un moyen de faire face aux tentatives d'intimidation de la Russie. Il s'agit notamment de la Pologne et de la Roumanie, deux Vrais croyants qui jouent un rôle-clé dans le déploiement du nouveau système.

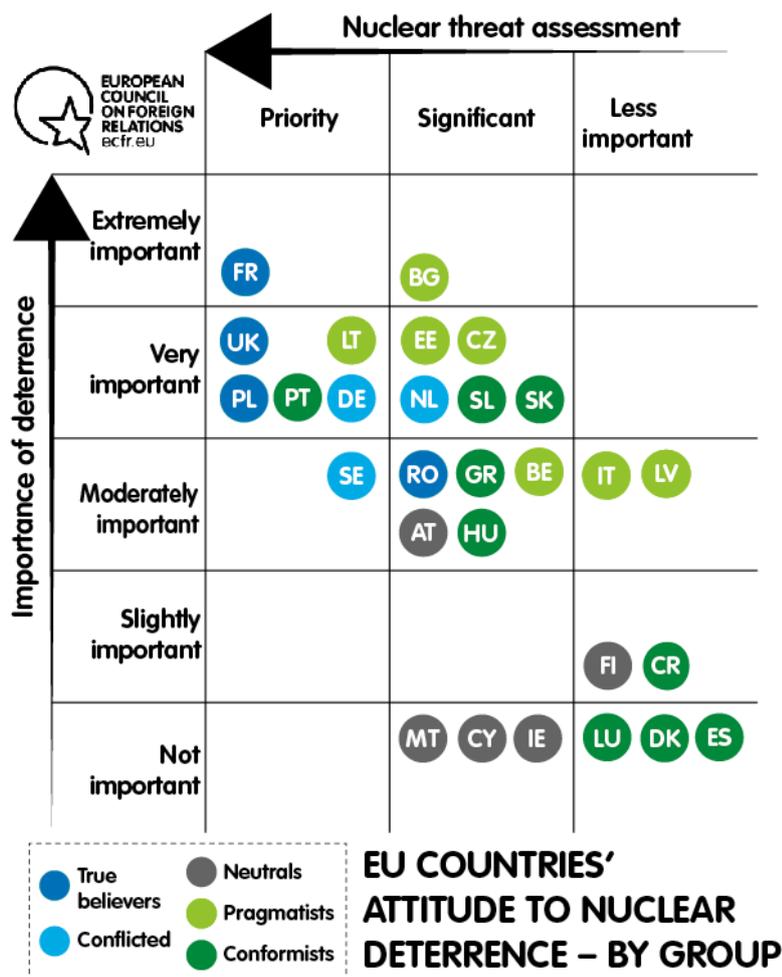
OTAN

La grande majorité des États membres conviennent que la dissuasion nucléaire est essentielle pour l'OTAN ; dix États membres estiment même qu'elle revêt une importance accrue compte tenu du climat actuel. Les États membres qui considèrent la dimension nucléaire « problématique » appartiennent tous au groupe des Neutres.

Dans le cas des membres de l'OTAN, les positions nationales découlent principalement des discussions et décisions intervenant dans le cadre de l'Alliance (donc de l'influence américaine), plutôt que d'une concertation entre partenaires européens. Les difficultés rencontrées pour faire émerger des positions européennes communes accentuent ce schéma. Par exemple, comme évoqué plus haut, l'OTAN a eu une influence décisive en incitant ses membres appartenant à l'UE à s'opposer au principe même d'un traité visant à interdire les armes nucléaires.

Au-delà de ce point, la coordination entre les États membres de l'UE est rare, bien qu'elle s'opère de manière formelle et informelle entre voisins ou entre États membres clés, tels que la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne. La coopération bilatérale entre la France et le Royaume-Uni fait de toute évidence exception à cette règle. Cette coopération - qui se traduit par des engagements politiques et juridiques, et une collaboration technologique dans le cadre d'initiatives telles que la simulation d'essais d'armes nucléaires - devrait se poursuivre malgré le Brexit.

Les résultats de cette enquête indiquent que la plupart des États membres de l'UE se sentent légitimes dans leurs positions traditionnelles, qu'il s'agisse de justifier une



force de dissuasion nationale, de promouvoir l'abolition des armes nucléaires ou de souligner l'importance du parapluie transatlantique. Les Tourmentés, qui s'efforcent de concilier leurs points de vue traditionnels avec les problèmes immédiats auxquels ils sont confrontés, font exception à cette règle. En Suède, les débats au sein du gouvernement font rage sur les opportunités et les conséquences de la ratification du TIAN. Le gouvernement suédois s'efforce d'assurer la cohérence entre sa position traditionnelle anti-nucléaire et la tentative de renforcement des liens de défense avec les États-Unis opérée en réponse aux craintes suscitées par son environnement de sécurité immédiat. Mais même les positions des Tourmentés sont peu ou prou restées inchangées. Récemment, en Allemagne, l'idée d'une force de dissuasion nationale a donné lieu à un débat sans précédent ; celui-ci a néanmoins tourné court, l'opinion s'étant rangée à sa position traditionnelle.

Le tableau qui ressort des résultats de l'enquête de l'ECFR et de l'histoire est : celui d'un continent qui rechigne à consacrer au sujet hautement polémique des armes nucléaires l'énergie intellectuelle que celui-ci requiert. L'UE n'a pas adapté sa réflexion sur les questions nucléaires aux réalités de l'après-Guerre froide, et à plus

forte raison aux menaces inhérentes à l'esprit de revanche de la Russie et aux risques de prolifération régionale.

Vers une force de dissuasion nucléaire européenne ?

En Allemagne, cette année, V. Poutine et D. Trump ont suscité un regain d'intérêt pour une idée ancienne, à savoir celle d'une dissuasion nucléaire européenne. Ce concept recouvre en réalité diverses options, allant du transfert, par la France et le Royaume-Uni, du pouvoir décisionnel final sur leurs forces de dissuasion, à des déclarations unilatérales (existantes) selon lesquelles les forces nucléaires nationales assurent en pratique une protection s'étendant au-delà des territoires nationaux. L'option communément envisagée est celle dans laquelle la France et le Royaume-Uni mettraient un parapluie nucléaire à disposition de leurs partenaires et de leurs protégés non dotés de l'arme nucléaire, qui s'efforceraient, en contrepartie, de partager la charge associée - sur les plans politique, financier, et éventuellement opérationnel.

Le concept de dissuasion nucléaire européenne existe depuis des décennies. À plusieurs reprises au XXe siècle, la France et l'Allemagne ont évoqué cette possibilité à demi-mots. La

discussion a parfois été engagée à l'initiative de l'Allemagne : celle lancée par Konrad Adenauer, par exemple, a avorté après l'élection de Charles De Gaulle en 1958. Plus tard, Helmut Schmidt a suggéré que la France étende son parapluie nucléaire à l'Allemagne, en contrepartie d'un soutien financier au programme nucléaire français. En 1975, l'Allemagne a même nuancé sa ratification du TNP avec la réserve explicite « qu'aucune disposition du Traité ne peut être interprétée comme étant de nature à faire obstacle à la poursuite de l'unification européenne, et notamment à l'instauration d'une Union européenne dotée des capacités requises ». Plus récemment, la France a lancé l'idée d'une « dissuasion concertée », qui semble n'avoir trouvé que peu d'écho auprès de l'Allemagne ou des autres intéressés.

Aussi retentissante qu'ait été la résurgence de la question de l'arme nucléaire en Allemagne, elle est pour l'essentiel restée sans suite. Les dirigeants allemands ne lui ont manifesté aucun intérêt. Paris et Londres sont restés silencieuses. Même R. Kiesewetter a déclaré qu'il « espérait inciter M. Trump à dissiper les doutes quant à la réalité de l'engagement américain en faveur de la sécurité européenne, ce qui rendrait inutile tout Plan B nucléaire. » Comme le confirme l'étude, il ne s'agit ni plus ni moins d'un autre dossier nucléaire de plus que la plupart des Européens préféreraient largement ignorer.

L'absence de relais politique sur la question de la dissuasion européenne n'est guère surprenante. Pourquoi contrarier D. Trump ? Et courir le risque que le Kremlin ne prenne la garantie nucléaire américaine moins au sérieux ? Après tout, le concept de force de dissuasion européenne - en d'autres termes, l'extension du parapluie nucléaire britannique et français aux partenaires et alliés européens - est loin d'être immédiatement crédible. Les discussions entourant la question de la dissuasion européenne ont généralement pour effet de susciter de nouvelles questions : Londres et Paris seraient-elles disposées à consentir une telle garantie ? Si oui, disposent-elles de capacités suffisantes ? Sont-elles dignes de confiance ? Qu'attendraient-elles en retour ? Mais surtout, à ce stade de l'histoire : comment concilier un tel dispositif avec la décision du Royaume-Uni de sortir de l'UE ?

Si la dissuasion européenne devait passer du statut de « pavé dans la mare » médiatique à celui d'option politique sérieuse, il incomberait moins aux bénéficiaires supposés de réclamer cette protection étendue qu'aux deux puissances nucléaires de faire connaître à présent sérieusement leur volonté et leur capacité en ce sens.

Aussi invraisemblable que cela puisse paraître aujourd'hui, le Brexit ne porterait pas nécessairement un coup fatal à ce projet. L'idée que le Royaume-Uni garantisse la sécurité de ceux-là mêmes auxquels il a tourné le dos en décidant de quitter l'UE peut certes paraître improbable ; et la conclusion amère des négociations sur le Brexit pourrait faire disparaître cette idée pendant plusieurs décennies. S'ajoute à cela le fait que le chef de l'opposition travailliste est partisan de longue date du désarmement unilatéral, dérogeant en cela à la position de son propre parti, favorable à la dissuasion nucléaire. Pourtant, au-delà de la première impression, il semble que paradoxalement, depuis le référendum sur

le Brexit, le gouvernement britannique soit plus enclin à entretenir une « relation profonde et spéciale » avec l'UE des 27 en matière de politique étrangère, de sécurité et de défense. « Nous quittons l'Union européenne, mais nous ne quittons pas l'Europe », martèlent les Britanniques ; et la Première ministre de réaffirmer « l'engagement inconditionnel » du Royaume-Uni en faveur de la sécurité de l'Europe. Historiquement, les Britanniques sont par ailleurs profondément attachés à l'idée de conserver leurs armes nucléaires non seulement pour leur propre usage, mais également pour venir en aide à leurs alliés. C'est précisément pour appuyer cette thèse qu'ils ont inventé la doctrine du « second centre de décision nucléaire au sein de l'Alliance ». Les forces britanniques concernées ont toujours été impliquées étroitement dans les activités de l'OTAN. Du point de vue du Royaume-Uni, l'extension de la dissuasion ne date pas d'hier.

Bien que principal promoteur de l'autonomie stratégique européenne, la France est plus ambivalente sur ce sujet. D'une part, elle a toujours insisté sur le fait que sa force de dissuasion était essentiellement nationale et indépendante. Même après avoir rejoint le commandement militaire de l'OTAN en 2009, la France a refusé d'engager ses forces nucléaires dans l'Alliance, en décidant notamment de ne pas participer au Groupe des plans nucléaires de l'OTAN. La dissuasion française n'a en revanche jamais été conçue d'une façon qui confonde les intérêts vitaux de la France avec les frontières du territoire français ; et, par ses prises de position officielles, la France a à maintes reprises indiqué que sa force de dissuasion constituait en pratique une protection européenne. Bien que la France ait toujours considéré qu'une extension de la dissuasion par une autre puissance ne lui offrait pas une garantie de sécurité crédible, le fait est, comme l'a fait remarquer un observateur, qu'elle « a paradoxalement intérêt à ce que les autres y croient pour eux-mêmes : les États bénéficiaires, pour ne pas être tentés de développer leurs propres capacités nucléaires ; et les adversaires potentiels, pour être dissuadés d'attaquer ».¹

C'est la raison pour laquelle en 1995, Alain Juppé, alors Premier ministre, a lancé le concept de « dissuasion concertée », soulignant la nécessité d'un dialogue entre la France et l'Allemagne, plutôt que d'une simple « extension » du parapluie nucléaire français. Depuis, ce concept a été cité à maintes reprises comme référence dans la doctrine nucléaire des autorités françaises. La réflexion s'est toutefois essoufflée sous l'effet conjugué du manque d'intérêt et du mauvais accueil reçu d'autres pays européens, au premier rang desquels l'Allemagne - à laquelle cette proposition était dans une large mesure destinée.

Néanmoins, depuis la fin de la Guerre froide, la France et le Royaume-Uni maintiennent un dialogue qui s'est développé lentement mais de manière constante, sur les questions nucléaires ; dans le cadre de ces efforts conjoints, les deux pays ont tout d'abord instauré une Commission nucléaire bilatérale visant à appuyer la compréhension mutuelle de leurs doctrines et programmes respectifs, avant de signer en 2010 le Traité de Lancaster House sur la coopération nucléaire. Point remarquable, le préambule

¹ Nicolas Roche, Pourquoi la dissuasion ? Presses Universitaires de France, 2017, p. 155.

du Traité indique notamment : « Notant qu'il ne peut y avoir de situation dans laquelle les intérêts vitaux d'une Partie seraient menacés sans que les intérêts vitaux de l'autre ne le soient aussi ». Les « intérêts vitaux » désignent, dans ce contexte, « ce auquel chacun attache une importance telle que toute attaque qui y serait portée aurait nécessairement pour effet d'exposer son auteur à des représailles nucléaires ». En d'autres termes, le Royaume-Uni et la France ont déjà mis en place entre eux une sorte de garantie nucléaire mutuelle oblique et ce, via un traité.

Pourquoi cette garantie nucléaire mutuelle ne pourrait-elle pas évoluer vers une garantie donnée aux partenaires et alliés européens non dotés de l'arme nucléaire ? De toute évidence, Emmanuel Macron a le goût des orientations politiques audacieuses et est fermement convaincu de la nécessité, pour les Européens, de s'assumer seuls : en septembre 2017, dans son désormais célèbre Discours de la Sorbonne, le Président évoquait le « désengagement progressif et inéluctable » des États-Unis vis-à-vis de l'Europe. Le passage de la nouvelle Revue stratégique française consacré aux questions nucléaires réaffirme quant à lui que « la définition de nos intérêts vitaux ne saurait être limitée à la seule échelle nationale, parce que la France ne conçoit pas sa stratégie de défense de manière isolée, même dans le domaine nucléaire »² et qu'« au-delà de ces engagements, cette réalité politique implique qu'une agression extérieure contre l'intégrité ou la cohésion européenne affecterait gravement nos intérêts. »³ Flirter avec une définition plus large, comme le fait la Revue stratégique, n'est pas anodin, compte tenu notamment de l'historique de coopération étroite observé dans ce domaine entre la France et le Royaume-Uni depuis la fin de la Guerre froide. Cependant, la France n'est pas allée jusqu'à étendre explicitement son parapluie nucléaire aux « intérêts vitaux » de l'ensemble ni même de certains de ses partenaires européens.

Et ensuite ? À en juger par l'histoire des initiatives de défense européennes menées jusqu'à présent, l'on serait tenté de répondre « pas grand-chose ». Plus que toute autre, la question des armes nucléaires est sensible ; et l'enquête de l'ECFR le confirme : actuellement, les Européens n'ont aucune envie d'inscrire la dissuasion européenne à l'ordre du jour. La solution la plus confortable, pour eux, sera de continuer à croire, en dépit des vents contraires, que la garantie nucléaire américaine est solide, et le restera indéfiniment - et de continuer à évoquer la nécessité d'assurer leur autonomie stratégique, tout en niant l'évidence fatale de son absence de fondement nucléaire.

Mais croiser les doigts ne suffira pas. Pour les raisons évoquées ci-dessus, aucune initiative visant à déclarer l'autonomie nucléaire stratégique de l'Europe n'est réalisable, souhaitable, ni même concevable dans l'immédiat - mais il est certainement possible, pour les Européens, de définir une stratégie pour se prémunir des aléas de l'avenir. Sous toutes réserves (compte tenu des évolutions futures, et notamment du Brexit), le Royaume-Uni et la France pourraient élever l'idée d'une force de dissuasion européenne du rang de simple idée à celui de proposition

crédible, en renforçant leur coopération nucléaire bilatérale et en indiquant clairement qu'ils sont disposés à offrir une protection à leurs partenaires et alliés.

Le Traité de Lancaster House n'est pas le dernier mot sur la coopération nucléaire bilatérale. Différentes possibilités s'offrent au Royaume-Uni et à la France pour approfondir cette coopération - l'on pense notamment à la propulsion nucléaire ou à la définition de cibles communes. Ce dernier volet pourrait être un moyen particulièrement utile d'indiquer que « tout agresseur » - en l'occurrence, la Russie - enclin à ignorer la menace de représailles posée par les forces de dissuasion minimale et les capacités de riposte individuelles du Royaume-Uni ou de la France devra évaluer les dommages (dévastateurs, à vrai dire) que ces deux puissances pourraient causer ensemble.

Les deux pays pourraient ajouter à une coopération bilatérale plus étroite et discrètement médiatisée, un changement de niveau de leur politique déclaratoire, et indiquer ainsi explicitement qu'ils considéreront toute agression armée contre leurs partenaires de l'UE comme une menace pour leurs propres « intérêts vitaux ». Ils donneraient ainsi l'impression d'une dissuasion étendue de fait : « Nous nous couvrons l'un l'autre, et vous couvrons aussi, même si vous n'avez pas encore conscience que cette protection est souhaitable ou nécessaire ».

Bien entendu, il est inconcevable que la France et le Royaume-Uni s'engagent dans cette voie sans avoir la certitude que d'autres pays européens soutiendraient activement, ou du moins toléreraient, cette nouvelle orientation. Là où la question posée comme un coup de poing en première page du *Welt am Sonntag* portait sur une éventuelle arme nucléaire pour l'Allemagne, la question serait davantage de savoir si le pays doit héberger les armes nucléaires d'un autre. L'on peut cependant difficilement imaginer qu'un accord intergouvernemental suffise, compte tenu de la réaction potentielle de la population allemande.

En France, la question émerge de savoir si E. Macron doit s'engager à défendre les « intérêts vitaux » de l'Allemagne, sur le modèle des engagements réciproques mis en place entre la France et le Royaume-Uni depuis 1995. En effet, plutôt que le développement d'une arme nucléaire allemande - qui constituerait une violation des engagements pris par l'Allemagne dans le cadre du TNP et du Traité Deux plus quatre (qui a conduit à la réunification de l'Allemagne) - l'europanisation de la force de dissuasion française est un sujet actuellement en discussion à Berlin. Au fil du temps, les deux puissances nucléaires européennes pourraient espérer inviter les partenaires européens relativement réceptifs à prendre part aux discussions sur le nucléaire, en consolidant celles-ci sous forme de concertation nucléaire (plutôt que par une simple extension unilatérale du parapluie nucléaire) et de convention de partage du fardeau.

Le développement et l'acceptation de cette « vocation européenne » des forces de dissuasion nucléaire

2 Revue stratégique de défense et de sécurité nationale, paragr. 159, p. 54.
3 Revue stratégique de défense et de sécurité nationale, paragr. 164, p. 55.

britannique et française nécessiteraient au minimum dix ans de travail. Et dans cet intervalle, les événements internationaux pourraient faire boule de neige et rendre vain ce processus. Compte tenu de l'imprévisibilité de l'environnement du XXI^e siècle et de leur attachement apparent à l'autonomie stratégique, il serait sage que les États européens entament dès à présent ce virage.

CONCLUSION

La principale conclusion de l'enquête de l'ECFR est la suivante : quel que soit l'effort de réflexion engagé par les Européens sur leurs intérêts et leurs politiques stratégiques (et l'on est en droit de considérer qu'il est limité), la réflexion consacrée à la dimension nucléaire de la sécurité européenne est à ce jour quasi-inexistante. C'était déjà le cas sous la présidence Obama, lorsque le « pivot vers l'Asie », qui suscitait pourtant une certaine inquiétude, n'a débouché en pratique sur aucune réaction concrète. C'est toujours le cas sous la présidence Trump, placée sous la bannière de « l'Amérique d'abord » et empreinte d'un mépris affiché pour l'OTAN, considérée comme « obsolète ». Les Tourmentés ne sont que l'illustration la plus évidente du fait que les positions d'hier ne sont plus viables aujourd'hui. Les questions récurrentes sur la dissuasion nucléaire s'imposent peu à peu à d'autres, tandis que le fossé grandissant entre l'environnement nucléaire de l'Europe et la fiabilité de la garantie de sécurité américaine pourrait aiguïser encore la pertinence de ces questions pour tous les Européens.

Il faut se rendre à l'évidence et se préparer à l'éventualité d'un découplage, ou du moins d'une prise de distance de la part des États-Unis - qui faisait trembler l'Europe pendant la Guerre froide. Dans ses récents commentaires sur la nécessité, pour l'Europe, d'assurer son autonomie en matière de sécurité, Angela Merkel semblait faire écho aux déclarations d'E. Macron ; la position de l'Allemagne à l'égard des questions de défense a de toute évidence évolué ces dernières années. Les Européens doivent se pencher sérieusement sur la question nucléaire, avant de faire les frais d'un éventuel alignement politique, voire stratégique, entre les États-Unis et la Russie.

La deuxième conclusion centrale de l'étude est la suivante : la conquête de l'autonomie stratégique implique bien d'autres dimensions que le seul volet nucléaire. De toute évidence, l'Allemagne ne surmontera pas de sitôt le tabou entourant le nucléaire : la controverse récente autour de la bombe allemande n'a vu émerger aucun enthousiasme pour ce projet. L'Allemagne est encore loin d'atteindre ce que l'objectif de 2 % du PIB fixé par l'OTAN pour ses dépenses de défense. Néanmoins, poursuivre avec la défense conventionnelle, en se gardant de toute décision, et a fortiori de toute discussion sur les questions nucléaires, ne constitue pas une approche durable. Les Européens doivent notamment être capables de peser plus directement et avec plus de force sur le développement de l'ordre de sécurité européen, dont le nucléaire fait incontestablement partie intégrante. La conjonction de la défense antimissile,

du déploiement d'armes non stratégiques, du TIAN et de l'évolution des doctrines nucléaires américaine et russe devrait amener les Européens à traiter ces questions sans détour.

La troisième conclusion de l'étude est la suivante : les pays de l'UE doivent reconnaître l'évaporation quasi-totale de l'investissement intellectuel consacré au cours du siècle passé à la compréhension de la dissuasion nucléaire et à la réflexion stratégique dans ce domaine. L'acceptation de ces armes - en tant que garantes de la paix et de la stabilité - s'est faite en grande partie par défaut. Le fait est que sans le rôle de chef de file joué par les États-Unis (et sans les arguments exposés dans la déclaration de l'OTAN), les pays européens auraient sans doute été plus nombreux à prendre part à l'initiative de l'ONU visant à « interdire » les armes nucléaires. Cela indique clairement que l'essentiel de la réflexion stratégique sur les questions nucléaires est piloté par les États-Unis, à l'heure où un élan européen en la matière semble essentiel.

L'environnement international évolue rapidement. Les Européens en ont conscience, comme en témoignent les inquiétudes suscitées par l'imprévisibilité accrue de l'alliance nucléaire avec les Américains et par les gros titres sur la situation au Moyen-Orient ou dans la péninsule coréenne. Mais tout se passe comme si les États européens étaient tétanisés à la vue de ces changements, là où la réaction attendue serait de s'y confronter. Et pourtant, d'autres facteurs viendront aggraver cette confusion. Les pays qui hésitent encore à se positionner sur le TIAN ou le remplacement de leur flotte d'avions de combat à capacité duale vont être bousculés par toutes sortes d'exigences s'ils ne prennent pas le temps de clarifier leurs positions stratégiques.

Dans ce contexte, il est difficile de surmonter la contradiction entre soutien idéaliste à un ambitieux programme de désarmement et évaluation réaliste d'un monde dangereux. C'est encore plus difficile qu'en 2009, époque à laquelle l'administration Obama appelait à un « monde sans armes nucléaires » alors même qu'elle préparait une modernisation majeure de l'arsenal américain. D'autres pays que les Tourmentés sont confrontés au défi croissant que représente la question des armes nucléaires. Il faut s'attendre à ce qu'un jour les divergences croissantes - entre l'opinion publique et les gouvernements, entre les parlements et les gouvernements, mais aussi au sein des gouvernements européens et entre eux - éclatent au grand jour. L'impact ne se limitera pas aux pays dans lesquels les clivages politiques les plus nets sur les questions nucléaires sont observés.

La quatrième conclusion de l'étude est la suivante : on assiste actuellement à l'émergence d'un débat sur une force de dissuasion européenne - quelle qu'en soit la forme. Mais ce débat doit de toute urgence être élargi et approfondi. À moins de gagner en ampleur et en sophistication, il risque de déboucher sur un statu quo par défaut - ce qui serait le scénario le plus défavorable. C'est une chose de reconnaître qu'en Europe la prolifération nucléaire n'est pas une option ; cependant, refuser d'envisager l'europanisation de la force de dissuasion britannique ou française, ou des

deux, aurait pour seule conséquence de placer l'Europe dans une impasse stratégiquement dangereuse. La dépendance de l'Europe vis-à-vis d'une garantie de sécurité américaine vacillante expose le continent à diverses menaces.

L'enjeu dépasse celui des relations entre les États membres et les États-Unis. Il s'agit avant tout de la responsabilité collective des Européens envers eux-mêmes et - bien que la perspective d'évoquer le dossier nucléaire suscite quelques réserves - de la responsabilité des gouvernements envers leurs peuples. La France et le Royaume-Uni doivent approfondir leur coopération en matière nucléaire et étoffer leur politique déclaratoire ; ces deux pays doivent également se préparer en vue de proposer conjointement à leurs partenaires européens la mise à disposition de cette capacité à l'heure où cette proposition sera à la fois crédible et bienvenue.

En un mot, les Européens doivent surmonter leurs réticences profondes et repenser les questions nucléaires. Ils doivent ouvrir les yeux et examiner sérieusement les implications de l'autonomie stratégique qu'ils appellent de leurs vœux. Avec gravité, avec sérieux et avec une certaine détermination, les Européens doivent se demander s'ils pourront un jour accéder à cette autonomie sans se doter de leur propre capacité de dissuasion.

Pour atteindre cet objectif, il leur faudra analyser avec précision la nature des menaces identifiées, les intérêts de l'Europe en matière de sécurité et la stratégie à mettre en œuvre pour faire face à l'environnement international actuel et futur. De ce point de vue, la dimension nucléaire n'est pas le seul indicateur à prendre en compte, mais elle est révélatrice, mettant en évidence à la fois la nécessité d'aller de l'avant et le pas à franchir pour les Européens qui le souhaitent.

ALLEMAGNE

<p>Capacité nucléaire</p> <p>Partage nucléaire dans le cadre de l'OTAN</p>	<p>Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN)</p> <p>État non signataire. L'Allemagne a boycotté les négociations afin d'éviter tout différend avec les puissances nucléaires alliées.</p>	<p>Groupe</p>	<p>Principal risque nucléaire identifié comme menace pour la sécurité</p>	<p>Crédibilité de la garantie de sécurité nucléaire américaine</p> <p>État membre de l'OTAN ; le débat sur l'installation éventuelle d'armes nucléaires américaines sur le territoire national est toujours en cours.</p>
<p>Tourmentés</p>			<p>Armes nucléaires détenues par la Corée du Nord</p>	

Menaces nucléaires identifiées

Depuis quelques années, les menaces nucléaires occupent une place croissante dans l'évaluation de l'environnement stratégique opérée par l'Allemagne. Dans son Livre blanc sur la politique de sécurité publié en 2016, le gouvernement allemand indique que la dissuasion nucléaire et la mise en commun des armes nucléaires demeureront indispensables tant que les armes nucléaires resteront un facteur de conflits militaires. Le Livre blanc souligne les « risques incalculables » posés par la prolifération des armes nucléaires et autres armes de destruction massive. Il mentionne également le risque que les réseaux terroristes n'accèdent à des armes de destruction massive. D'autres menaces, telles que le terrorisme et la guerre hybride, occupent cependant davantage de place dans le Livre blanc et les déclarations officielles du gouvernement allemand. D'après les experts, cela ne signifie pas que les menaces nucléaires ne sont pas une priorité, mais que le gouvernement allemand hésite à introduire une réflexion sur les armes nucléaires dans un contexte sécuritaire plus large.

Les experts allemands s'accordent à dire que la menace émanant de la Russie n'est d'ordre existentiel qu'en raison des armes nucléaires que celle-ci détient.

Influence de l'opinion publique sur le débat politique

L'Allemagne se caractérise par une forte divergence de positions entre le grand public et la classe politique. Mais contrairement aux Pays-Bas, par exemple, la population n'exerce pas d'influence notable sur le gouvernement sur la question des armes nucléaires. Ainsi, le gouvernement s'est immédiatement déclaré opposé au Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN). L'opinion publique étant opposée aux armes nucléaires, l'essentiel des débats politiques se déroule dans les coulisses, et les décisions sur le dossier nucléaire sont prises indépendamment de l'avis de la population.

Position au sujet du désarmement

Le désarmement et la non-prolifération des armes nucléaires sont les principes-clés de la politique allemande dans ce domaine. Toutes les formes d'armes suscitent une aversion morale au sein de la population. La grande majorité des Allemands est favorable au désarmement nucléaire mondial et à l'abolition pure et simple des armes nucléaires. D'après un sondage de 2017, les deux tiers des Allemands souhaitent que le gouvernement exige le retrait des armes nucléaires américaines installées sur le territoire et plus de 70 % d'entre eux souhaitent que le gouvernement ratifie le TIAN.

Pour avancer sur la voie du désarmement nucléaire, l'Allemagne préconise les mesures suivantes : entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires ; ouverture des négociations sur le Traité interdisant la production de matières fissiles ; et adoption de mesures de confiance par les puissances nucléaires.

Coordination à l'échelle européenne et position quant à la nécessité, pour l'Europe, de jouer un rôle politique et/ou militaire

La garantie de sécurité nucléaire américaine est considérée comme crédible, quoique cette crédibilité soit affaiblie depuis le début de la présidence Trump. Certains ont même suggéré de se pencher sur la question d'une force de dissuasion européenne. L'intérêt suscité par cette question n'a toutefois été que de courte durée, un journal allant jusqu'à évoquer un « débat fantôme ».



AUTRICHE

Capacité nucléaire



Ne possède pas d'armes nucléaires

Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN)



État signataire - seul État membre de l'UE à avoir ratifié le TIAN

Groupe



Neutres



Principal risque nucléaire identifié comme menace pour la sécurité



Terrorisme nucléaire et radiologique

Crédibilité de la garantie de sécurité nucléaire américaine



État non membre de l'OTAN. Considère l'imprévisibilité de la présidence de Donald Trump comme un argument confortant les initiatives menées par l'Autriche en faveur de l'interdiction des armes nucléaires à l'échelon international.

Menaces nucléaires identifiées

L'Autriche considère certes la Russie comme une menace, mais non comme une menace majeure. Les dirigeants autrichiens pointent en revanche du doigt d'autres menaces graves liées au nucléaire, à savoir le terrorisme nucléaire et radiologique, les armes nucléaires détenues par la Corée du Nord et la prolifération des armes de destruction massive. De façon générale, la lutte contre la prolifération nucléaire ne figure pas au rang des axes stratégiques prioritaires identifiés par l'Autriche.

Influence de l'opinion publique sur le débat politique

La position de l'Autriche est unique : en tant qu'État non membre de l'OTAN, l'Autriche est un pays neutre ; c'est par ailleurs un ardent défenseur de l'abolition des armes nucléaires. Sur la politique à mener à l'égard des armes nucléaires, la position du gouvernement reflète, pour l'essentiel, celle de l'opinion publique.

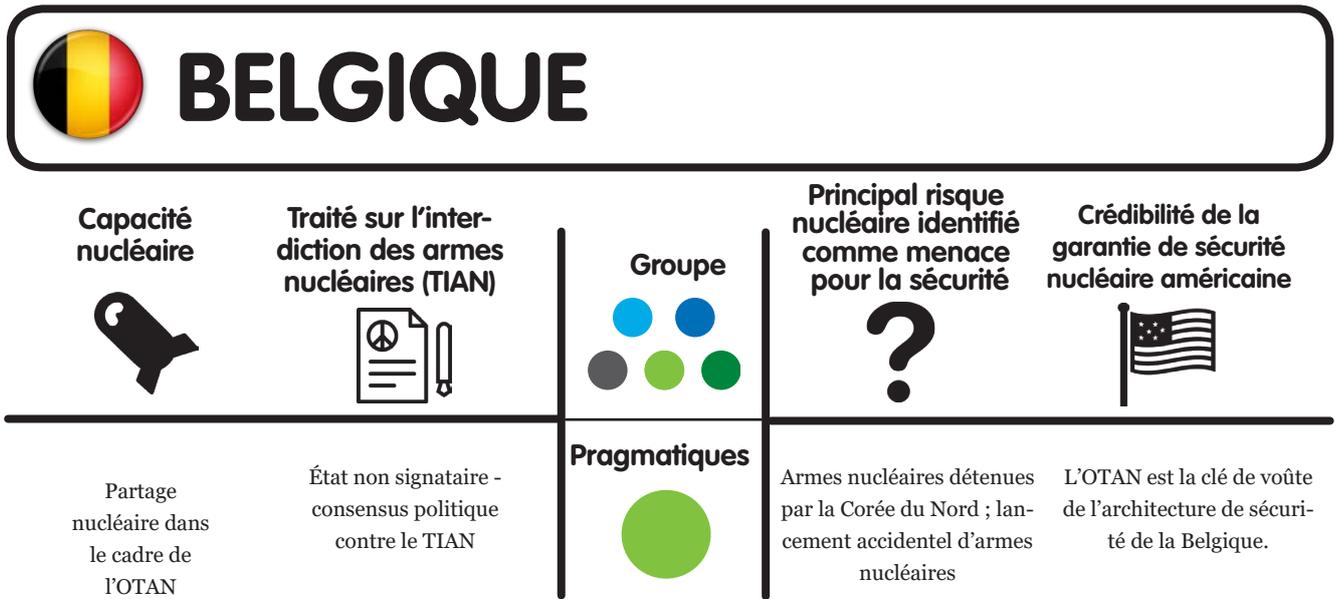
Position au sujet du désarmement

Des conférences internationales sur les conséquences humanitaires des armes nucléaires ont été organisées à l'initiative de l'Autriche ; le pays est par ailleurs à l'origine d'un document devenu un engagement humanitaire signé par 127 pays en 2014. En décembre 2016, l'Autriche a coparrainé la résolution 71/258 des Nations unies, adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies, qui a abouti en 2017 au Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN).

Pour avancer sur la voie du désarmement nucléaire, l'Autriche préconise les mesures suivantes : réduction des stocks par tous les États dotés d'armes nucléaires ; entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires ; perfectionnement des méthodes de contrôle du désarmement nucléaire ; et adoption de mesures de confiance par les puissances nucléaires.

Coordination à l'échelle européenne et position quant à la nécessité, pour l'Europe, de jouer un rôle politique et/ou militaire

L'Autriche coordonne étroitement son action avec les pays aux vues similaires, tels que les pays nordiques, ainsi qu'avec certains pays non membres de l'UE tels que la Norvège et la Suisse. L'Autriche estime que l'UE doit agir concernant le programme nucléaire iranien.



Menaces nucléaires identifiées

Pour la Belgique, les armes nucléaires représentent une menace importante, dont l'atténuation ne figure toutefois pas au rang des priorités. La Russie est perçue comme une menace, indépendamment de son statut de puissance nucléaire. La Belgique considère la Russie comme une puissance frustrée, qui cherche à regagner, dans une certaine mesure, son influence perdue. Néanmoins, les dirigeants belges ne considèrent pas Moscou comme une menace majeure : le gouvernement entrevoit de réelles possibilités de coopération avec la Russie dans divers domaines, et notamment en matière de lutte contre le terrorisme.

Influence de l'opinion publique sur le débat politique

La question du nucléaire ne fait pas partie des préoccupations majeures des citoyens belges. Lors de la crise des euromissiles, des manifestations de grande ampleur contre le déploiement d'armes nucléaires américaines ont eu lieu sur le territoire belge. Cette opposition a conduit le gouvernement à reporter l'installation des armes.

Position au sujet du désarmement

En principe, la Belgique est très favorable au désarmement nucléaire. Les dirigeants fédéraux estiment toutefois qu'en l'état actuel de la situation, la vision d'un monde dénucléarisé est irréaliste : compte tenu des tensions géopolitiques croissantes au Moyen-Orient, en Asie et même en Europe de l'Est, il est pour l'heure difficile d'envisager sérieusement la possibilité d'un désarmement massif à l'échelle mondiale. Les seules voix qui, en Belgique, vont à l'encontre de cette position sont issues de l'extrême gauche ou du parti des Verts, lesquels ont actuellement une influence très limitée sur l'élaboration des politiques.

Pour avancer sur la voie du désarmement nucléaire, la Belgique préconise les mesures suivantes : entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires ; et ouverture des négociations sur le Traité interdisant la production de matières fissiles.

Coordination à l'échelle européenne et position quant à la nécessité, pour l'Europe, de jouer un rôle politique et/ou militaire

Le « rêve d'une fédération européenne » est le fil conducteur de la politique étrangère menée par la Belgique au cours des dernières décennies. Si une forme quelconque d'architecture de dissuasion européenne devait émerger, la France en serait le pilier. Cependant, les dirigeants belges voient essentiellement dans ce projet une utopie, et s'en remettent par conséquent à la capacité de dissuasion de l'OTAN.



BULGARIE

Capacité nucléaire



Ne possède pas d'armes nucléaires

Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN)



État non signataire - consensus politique contre le TIAN

Groupe



Pragmatiques



Principal risque nucléaire identifié comme menace pour la sécurité



Armes nucléaires détenues par la Corée du Nord; terrorisme nucléaire et radiologique

Crédibilité de la garantie de sécurité nucléaire américaine



État membre de l'OTAN ; considère les États-Unis comme le principal garant de sa sécurité

Menaces nucléaires identifiées

La principale menace identifiée par la Bulgarie en matière nucléaire est la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs (programmes nucléaires et de missiles). La gestion des déchets nucléaires figure également parmi les principales préoccupations de la Bulgarie.

La Bulgarie perçoit la Russie comme une menace, à plus forte raison du fait de son statut de puissance nucléaire. Le rapport annuel sur l'état de la sécurité nationale de la République de Bulgarie, publié en septembre 2017, indique que « les agissements de la Russie génèrent une instabilité régionale et menacent notre objectif principal, à savoir une Europe unifiée, libre et pacifique ». Ses auteurs notent également que « la militarisation de la Crimée et les violations des accords sur les armes conventionnelles » ont donné lieu à de vives contestations de la part des partis politiques et autres parties prenantes bulgares.

Influence de l'opinion publique sur le débat politique

Au vu du contexte géopolitique, le grand public s'est déclaré favorable à la dissuasion nucléaire, signifiant par-là une volonté de modernisation des armes nucléaires occidentales.

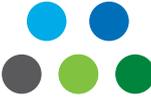
Position au sujet du désarmement

Sofia affiche une position très favorable au désarmement nucléaire. La Bulgarie n'a toutefois pas appuyé le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN). Pour reprendre les termes d'un expert ayant participé à cette enquête : « Les États qui possèdent des armes nucléaires n'ont pas adhéré au Traité, et pas le moindre dispositif nucléaire ne sera détruit après son entrée en vigueur ». La Bulgarie estime que la légitimité même du TIAN est remise en cause, et que celui-ci a pour effet de détourner l'attention de la communauté internationale des actions plus urgentes à mener dans le domaine du désarmement et de la non-prolifération nucléaires.

Pour avancer sur la voie du désarmement nucléaire, la Bulgarie préconise les mesures suivantes : entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires ; ouverture des négociations sur le Traité interdisant la production de matières fissiles ; et adoption de mesures de confiance par les puissances nucléaires.

Coordination à l'échelle européenne et position quant à la nécessité, pour l'Europe, de jouer un rôle politique et/ou militaire

Aucun débat véritable n'a cours concernant la nécessité de mettre en place un dispositif de dissuasion à l'échelle européenne. D'un point de vue stratégique, la Bulgarie estime de longue date que la défense de l'Europe incombe principalement aux États-Unis et craint que les puissances d'Europe occidentale ne soient moins disposées à s'engager en faveur de la sécurité du pays. Les Bulgares considèrent généralement les forces nucléaires française et britannique comme inaptes à garantir la sécurité nationale.

 <h1>CHYPRE</h1>				
Capacité nucléaire 	Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN) 	Groupe 	Principal risque nucléaire identifié comme menace pour la sécurité 	Crédibilité de la garantie de sécurité nucléaire américaine 
Ne possède pas d'armes nucléaires	Chypre a officiellement participé à la négociation du Traité et a voté « oui » aux Nations Unies ; elle n'a toutefois ni signé, ni ratifié le Traité.	Neutres 	Terrorisme nucléaire et radiologique ; lancement accidentel d'armes nucléaires	État non membre de l'OTAN. Chypre est l'un des trois pays de l'UE à considérer la dimension nucléaire de l'OTAN comme problématique. Cela s'explique en partie par le fait que le principal parti de l'opposition est un farouche détracteur de l'OTAN. Chypre est en conflit avec la Turquie, qui est membre de l'OTAN.

Menaces nucléaires identifiées

Chypre est très préoccupée par les activités nucléaires menées de manière non-vérifiable et non-transparente. Toutefois, la principale inquiétude de Chypre en matière de sécurité a trait à la présence des forces armées turques sur l'île. Les menaces nucléaires ne figurent pas au rang des priorités chypriotes en matière de sécurité : selon notre enquête, les principales menaces identifiées par Chypre sur le nucléaire concernent le terrorisme nucléaire et radiologique, ainsi que les accidents nucléaires.

Chypre ne considère pas la Russie comme une menace. Elle met plutôt en avant ses liens historiques étroits avec la Russie. En octobre 2017, les présidents russe et chypriote ont signé un plan d'action commun pour la période 2018-2020, couvrant les domaines politique, économique, énergétique, ainsi que la défense, les questions internationales et les affaires européennes. Chypre est l'un des huit pays à préconiser que les Européens ignorent les violations du Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire présumées commises par la Russie.

Influence de l'opinion publique sur le débat politique

Chypre ne considère pas les armes nucléaires comme une menace et n'est engagée dans aucun débat public de grande ampleur sur les questions liées au nucléaire. Même les récentes menaces nucléaires en provenance d'Asie n'ont pas trouvé leur place dans le débat public national.

Position au sujet du désarmement

Chypre est un fervent partisan du désarmement nucléaire et considère l'élimination totale des armes nucléaires comme l'objectif final de ce processus. Chypre est par ailleurs très favorable à l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et souhaiterait que cette mesure devienne universelle.

Coordination à l'échelle européenne et position quant à la nécessité, pour l'Europe, de jouer un rôle politique et/ou militaire

Chypre considère les forces nucléaires française et britannique comme inaptes à garantir la sécurité nationale. Chypre est l'un des rares pays de l'UE à afficher une position antinucléaire forte.



CROATIE

Capacité nucléaire



Ne possède pas d'armes nucléaires

Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN)



État non signataire - consensus politique contre le TIAN

Groupe



Conformistes



Principal risque nucléaire identifié comme menace pour la sécurité



Terrorisme nucléaire et radiologique ; armes nucléaires détenues par la Russie

Crédibilité de la garantie de sécurité nucléaire américaine



État membre de l'OTAN

Menaces nucléaires identifiées

La Croatie considère que les menaces telles que le terrorisme, la cyberguerre et les conflits intra-étatiques potentiellement déstabilisants au niveau régional sont plus graves que la menace nucléaire. La Russie est perçue comme une menace, indépendamment de son statut de puissance nucléaire.

Influence de l'opinion publique sur le débat politique

Le grand public ne mentionne pas la dissuasion nucléaire comme un enjeu important et aucun débat véritable sur cette question n'a vu le jour ces dernières années.

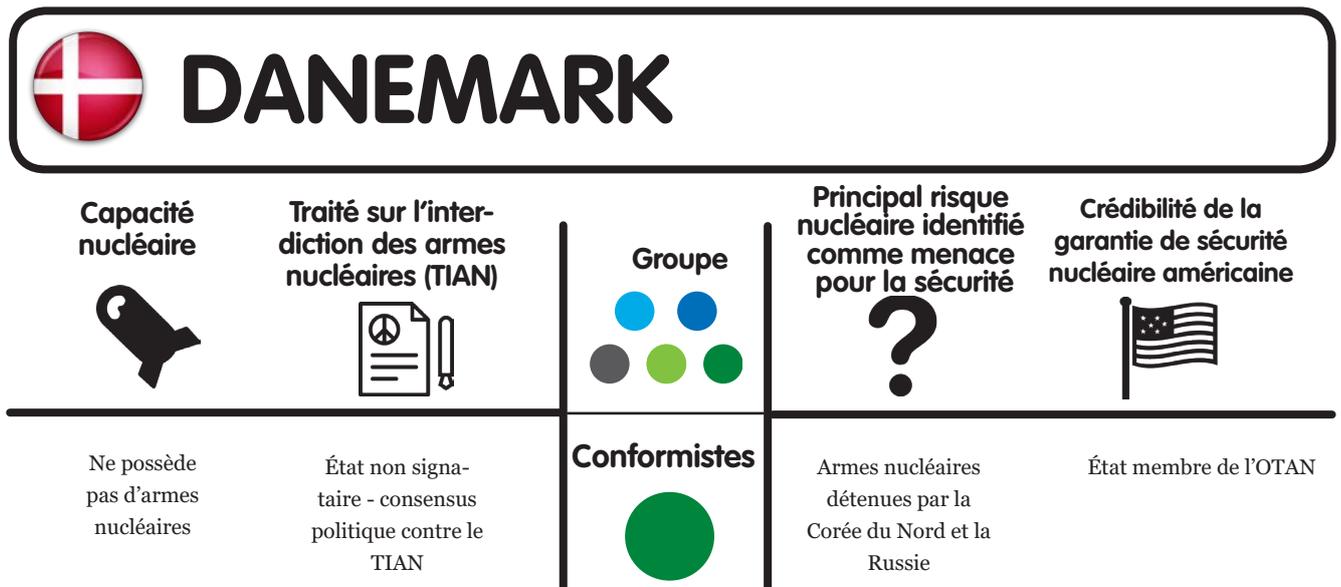
Position au sujet du désarmement

La Croatie adhère au consensus international sur le désarmement nucléaire : elle est signataire de tous les principaux accords internationaux sur la non-prolifération des armes de destruction massive, la limitation des armements et le désarmement. Toutefois, les élites au pouvoir en Croatie se sont, à l'unanimité, prononcées contre le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires. Zagreb a déclaré que les armes nucléaires américaines étaient essentielles à la sécurité de la Croatie.

Pour avancer sur la voie du désarmement nucléaire, la Croatie préconise, comme prochaine mesure, la réduction des stocks par tous les États dotés d'armes nucléaires.

Coordination à l'échelle européenne et position quant à la nécessité, pour l'Europe, de jouer un rôle politique et/ou militaire

Les autres États membres de l'Union européenne et de l'OTAN influent sur la politique croate en matière nucléaire par le biais de mécanismes officiels. En règle générale, les ministères croates des Affaires étrangères et de la Défense s'alignent sur les positions de l'OTAN et de l'UE sur les questions nucléaires : dans leurs déclarations officielles, ils condamnent les violations du droit international et des traités (telles que celles commises par la Corée du Nord, la Chine et l'Iran) et appuient les décisions de l'UE et de l'OTAN sur les questions de sécurité.



Menaces nucléaires identifiées

De façon générale, le Danemark considère que les menaces nucléaires sont moins sérieuses que la plupart des autres menaces. En dépit de son statut de puissance nucléaire, la Russie n'est pas perçue comme une menace.

Influence de l'opinion publique sur le débat politique

Une grande majorité de la population danoise est opposée à la dissuasion nucléaire. Dans les années 1970 et 1980, les relations du Danemark avec les États-Unis et l'OTAN sont devenues particulièrement tendues sur la question des armes nucléaires, le Danemark ayant décidé de ne pas en installer sur son territoire. Depuis lors, les responsables politiques danois se sont efforcés de prendre leurs distances avec la position stratégique des années 1980, notamment parce que l'OTAN et les relations avec les États-Unis sont le cadre de référence pour la définition de la politique étrangère et de sécurité danoise. L'opposition aux armes nucléaires demeure toutefois vive dans le pays. La question reste un exercice d'équilibriste pour les gouvernements danois, qui s'efforcent de tenir compte à la fois de l'opposition de la population aux armes nucléaires et du fait que le pays est membre d'une alliance militaire dotée d'une capacité nucléaire.

Position au sujet du désarmement

Tous les partis politiques sont favorables au désarmement nucléaire ; une fois au pouvoir, aucun d'entre eux ne prend cependant de mesure concrète en ce sens. Tandis que la majorité est opposée aux efforts récemment menés par les Nations Unies en vue d'adopter le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, l'alliance écologiste et socialiste « Enhedslisten », pacifiste, a fait valoir que le Danemark devait appuyer toute démarche visant à limiter les armes nucléaires.

Pour avancer sur la voie du désarmement nucléaire, le Danemark préconise les mesures suivantes : nouvelles mesures de réduction des stocks d'armes stratégiques côté américain et côté russe ; nouvelles mesures de réduction des armes non-stratégiques côté russe ; et réduction des stocks par tous les États dotés d'armes nucléaires.

Coordination à l'échelle européenne et position quant à la nécessité, pour l'Europe, de jouer un rôle politique et/ou militaire

Le Danemark estime que l'Union européenne devrait agir sur la question des programmes nucléaires menés par l'Iran et la Corée du Nord. Le Danemark coordonne son action avec les autres membres de l'OTAN sur les questions relatives aux armes nucléaires. Par ailleurs, depuis la signature du Traité d'Amsterdam (1997), le Danemark bénéficie officiellement d'une clause de non-participation à la Politique commune de sécurité et de défense de l'UE. Il est donc exclu des débats sur la politique étrangère de l'UE qui ont des implications en matière de défense, et ne prend pas part aux missions internationales de l'UE qui comportent un volet de défense.



ESPAGNE

Capacité nucléaire



Ne possède pas d'armes nucléaires

Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN)



État non signataire - consensus politique contre le TIAN

Groupe



Conformistes



Principal risque nucléaire identifié comme menace pour la sécurité



Terrorisme nucléaire et radiologique

Crédibilité de la garantie de sécurité nucléaire américaine



État membre de l'OTAN. L'Espagne considère la garantie de sécurité nucléaire américaine comme crédible.

Menaces nucléaires identifiées

La Stratégie de sécurité nationale 2017 ne met pas l'accent sur les questions nucléaires. En 2017 comme en 2013, l'Espagne n'y consacrait en effet en que quelques lignes aux armes nucléaires, dans la rubrique dédiée à la non-prolifération des armes de destruction massive.

Bien qu'elle soit la seule puissance nucléaire non-occidentale capable d'une frappe visant le territoire espagnol, la Russie n'est pas perçue comme une menace.

Influence de l'opinion publique sur le débat politique

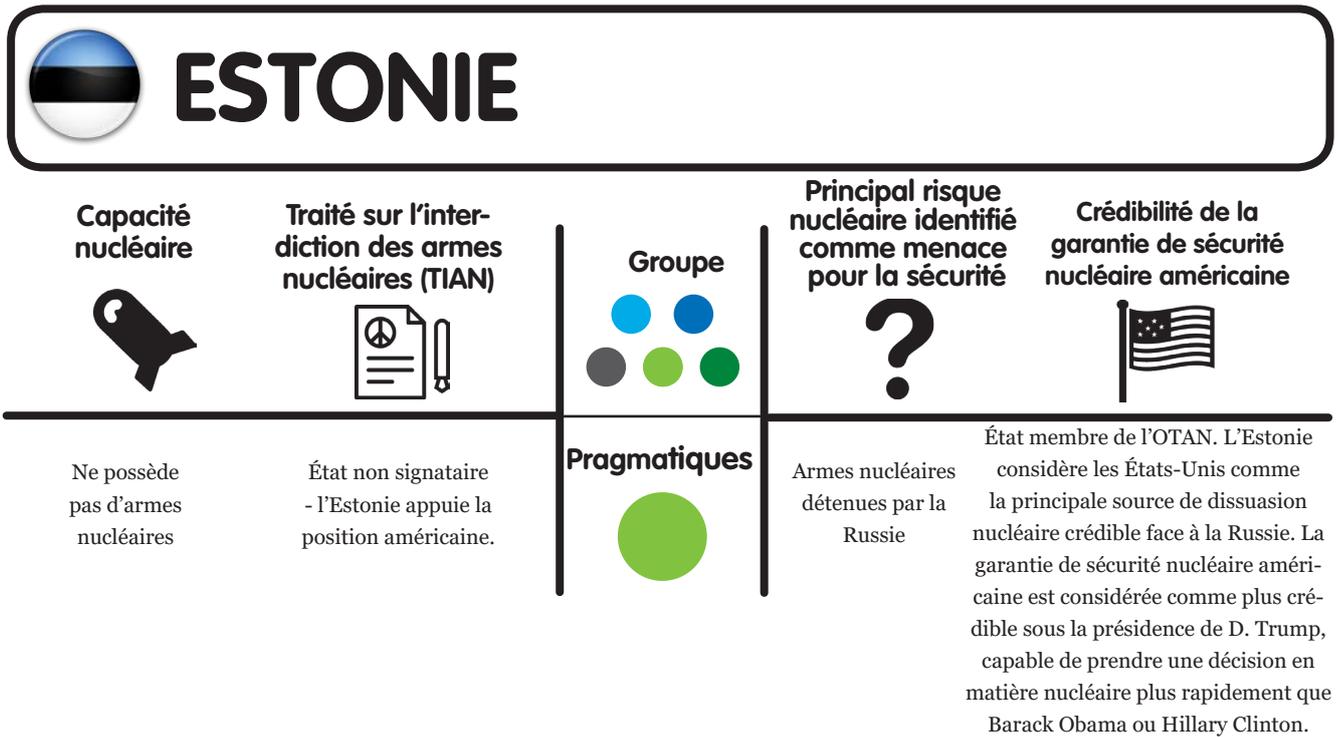
L'Espagne fait partie des atlantistes ; l'intérêt pour les armes nucléaires y est très limité, voire nul. La dissuasion nucléaire suscite quant à elle peu d'intérêt de la part du grand public ou des médias. Trois facteurs permettent de mieux comprendre la position de l'Espagne : elle bénéficie de la couverture du parapluie nucléaire de l'OTAN ; elle ne possède pas d'armes nucléaires ; et elle soutient le Traité de non-prolifération (TNP).

Position au sujet du désarmement

La stratégie officielle de l'Espagne consiste à appuyer le cadre du TNP, tout en se positionnant comme un partenaire fiable de l'OTAN. Dans ce contexte, Madrid a refusé de signer le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, considéré comme étant de nature à affaiblir le TNP. Si de nouvelles mesures devaient être prises en matière de désarmement, l'Espagne préconiserait, par ordre de priorité : nouvelles mesures de réduction des stocks d'armes stratégiques côté américain et côté russe ; nouvelles mesures de réduction des armes non-stratégiques côté américain et côté russe ; réduction des stocks par tous les États dotés d'armes nucléaires ; et entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.

Coordination à l'échelle européenne et position quant à la nécessité, pour l'Europe, de jouer un rôle politique et/ou militaire

L'Espagne estime que la coopération avec les États-Unis sur les questions liées au nucléaire est cruciale, voire prime sur la coopération avec la France ou le Royaume-Uni. L'Espagne n'est pas favorable au projet de dissuasion européenne en raison des cultures stratégiques française et britannique. Elle préfère généralement les initiatives de sécurité paneuropéennes.



Menaces nucléaires identifiées

Bien qu'elle soit disposée à les soutenir, l'Estonie considère la dissuasion nucléaire et l'utilisation des armes nucléaires comme une solution de dernier recours. La Russie est perçue comme une menace, à plus forte raison du fait de son statut de puissance nucléaire ; le principal sujet d'inquiétude pour Tallinn est que Moscou menace d'utiliser ses armes nucléaires tactiques dans le cadre d'un scénario de guerre hybride contre les forces de l'OTAN déployées dans les pays baltes.

Par ailleurs, d'après les experts estoniens, l'OTAN doit faire savoir qu'elle n'hésitera pas, le cas échéant, à faire usage d'armes nucléaires contre la Russie. Dans ce scénario, les États baltes prendraient part au conflit opposant la Russie et l'OTAN.

Influence de l'opinion publique sur le débat politique

De façon générale, la majorité de langue maternelle estonienne est favorable à la dissuasion nucléaire, tandis que la minorité russophone y est opposée. L'élite politique a souligné à plusieurs reprises que la dissuasion nucléaire était un volet essentiel de la stratégie menée par l'OTAN dans la région et devait s'appliquer en cas de menace contre l'Estonie.

Position au sujet du désarmement

La dissuasion nucléaire est au coeur de la stratégie de défense de l'Estonie. Le pays n'appuierait pas les mesures en faveur du désarmement nucléaire si celles-ci compromettaient sa sécurité.

Si de nouvelles mesures devaient être prises en matière de désarmement, l'Estonie préconiserait, par ordre de priorité : nouvelles mesures de réduction des stocks d'armes stratégiques côté américain et côté russe ; nouvelles mesures de réduction des armes non-stratégiques côté américain et côté russe ; et réduction des stocks par tous les États dotés d'armes nucléaires.

Coordination à l'échelle européenne et position quant à la nécessité, pour l'Europe, de jouer un rôle politique et/ou militaire

Compte tenu du rôle central de la dissuasion nucléaire assurée par les États-Unis dans la stratégie de défense et de dissuasion de l'Estonie, le pays soutient sans réserve la position américaine. L'Estonie considère que les capacités nucléaires occidentales sont suffisantes pour dissuader la Russie. Le point critique est essentiellement de savoir si les puissances occidentales seraient prêtes ou non à utiliser les armes dont elles disposent. Toutefois, l'Estonie pense en réalité aux États-Unis lorsqu'elle parle de l'OTAN, puisqu'elle considère les capacités française et britannique comme insuffisantes.



FINLANDE

Capacité nucléaire	Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN)	Groupe	Principal risque nucléaire identifié comme menace pour la sécurité	Crédibilité de la garantie de sécurité nucléaire américaine
				
Ne possède pas d'armes nucléaires	État non signataire - refus de signer un traité auquel les puissances nucléaires ne sont pas parties	Neutres	Armes nucléaires détenues par la Russie ; lancement accidentel d'armes nucléaires	État non membre de l'OTAN ; la Finlande considère toutefois la présence américaine en Europe comme indispensable à sa propre sécurité.

Menaces nucléaires identifiées

Les principaux documents stratégiques de la Finlande ne mentionnent les menaces nucléaires que de façon accessoire. Dans son dernier Livre blanc en date consacré à la politique en matière de défense, le gouvernement mentionne les menaces nucléaires à deux reprises. Concernant la Russie tout d'abord, il est noté qu'« à l'instar de l'Occident, la Russie concentre le développement matériel de ses forces armées sur la capacité de frappe à longue portée et sur les armes à guidage de précision, les avions pilotés et les véhicules aériens sans pilote, la robotique, les armes nucléaires, la défense aérienne et spatiale ainsi que les systèmes numériques de commandement, de contrôle et de renseignement militaire (C4ISR) ». Dans un second temps, le Livre blanc fait état de « menaces chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires (CBRN) de grande ampleur et persistantes ».

Influence de l'opinion publique sur le débat politique

La Finlande est depuis longtemps favorable à la limitation et à la non-prolifération des armes nucléaires - position qui s'explique à la fois par la méfiance généralisée des Finlandais à l'égard des politiques menées par les grandes puissances, par la vulnérabilité géopolitique de la Finlande et par son statut d'État non membre de l'OTAN. L'intérêt des Finlandais pour les questions nucléaires s'est essouffé après la fin de la Guerre froide.

Position au sujet du désarmement

Durant la Guerre froide, la Finlande militait en faveur d'une région nordique exempte d'armes nucléaires. La Finlande a également été un fervent partisan du Traité de non-prolifération (TNP) et du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE). Plus récemment, les dirigeants finlandais en charge de la politique étrangère (à savoir le président, le gouvernement et la fonction publique) se sont toutefois opposés au Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN). Selon eux, le Traité ne contribuera pas au désarmement nucléaire, car les puissances nucléaires ont refusé de le signer. Ils estiment à l'inverse que le TIAN pourrait affaiblir les accords existants - au premier rang desquels le TNP, qui demeure à ce jour la clé de voûte de la politique nucléaire finlandaise.

Pour avancer sur la voie du désarmement nucléaire, la Finlande préconise les mesures suivantes : nouvelles mesures de réduction des stocks d'armes stratégiques côté américain et côté russe ; nouvelles mesures de réduction des armes non-stratégiques côté américain et côté russe ; réduction des stocks par tous les États dotés d'armes nucléaires ; entrée en vigueur du TICE ; et ouverture des négociations sur le Traité interdisant la production de matières fissiles.

Coordination à l'échelle européenne et position quant à la nécessité, pour l'Europe, de jouer un rôle politique et/ou militaire

Les autres États membres de l'UE et les autres pays nordiques exercent, par les voies officielles, une influence sur la politique nucléaire finlandaise. Bien que la Finlande ne soit pas membre de l'OTAN, elle considère toutefois la présence américaine en Europe comme indispensable à sa propre sécurité.



FRANCE

Capacité nucléaire



Puissance nucléaire

Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN)



État non signataire - le Traité ne tient pas suffisamment compte des conditions actuelles de l'environnement de sécurité international.

Groupe



Vrais croyants



Principal risque nucléaire identifié comme menace pour la sécurité



Armes nucléaires détenues par la Russie

Crédibilité de la garantie de sécurité nucléaire américaine



État membre de l'OTAN ; dans sa doctrine de sécurité, la France souligne toutefois l'indépendance de sa position sur les questions nucléaires.

Menaces nucléaires identifiées

La Revue stratégique de défense et de sécurité nationale publiée en octobre 2017 identifie le terrorisme comme principale menace. Dans son avant-propos, Florence Parly, ministre des Armées, indique : « Le terrorisme jihadiste reste la menace qui pèse aujourd'hui le plus directement sur notre territoire. Ce terrorisme a frappé brutalement la France comme ses voisins européens. » Les menaces nucléaires occupent toutefois une place importante dans la Revue stratégique, que les auteurs voient comme une conséquence de la résurgence des rivalités entre grandes puissances. En introduction, ils indiquent : « alors que la place du fait nucléaire dans notre environnement stratégique ira croissant dans les années à venir, le maintien sur le long terme de la dissuasion nucléaire, clé de voûte de notre stratégie de défense, demeure plus que jamais nécessaire. » La France considère la prolifération des armes nucléaires comme une menace majeure.

Dans les documents officiels, la France n'identifie pas expressément la Russie comme une menace, mais considère ses activités de sécurité et sa politique d'intimidation stratégique comme une menace pour la sécurité nationale française. La France reconnaît que le programme nucléaire russe est un élément central de la puissance russe, mais estime que ce programme, couplé au comportement agressif de la Russie, pourrait constituer une menace pour la France. D'ailleurs, l'un des chapitres de la Revue stratégique s'intitule « Les problématiques du renouveau de la puissance russe ». La France reconnaît que les efforts entrepris dans les années 2000, puis intensifiés depuis 2010, par la Russie en vue de moderniser son armée, et notamment sa capacité de dissuasion nucléaire, ont déjà largement porté leurs fruits.

Influence de l'opinion publique sur le débat politique

Le grand public est favorable à la dissuasion nucléaire ; il pense que la France doit moderniser ses capacités sous-jacentes en renouvelant son arsenal afin de préserver sa crédibilité - une position qui tend à se répandre, si l'on en croit le Baromètre de la défense 2017 du ministère de la Défense.

Cependant, la dissuasion nucléaire fait davantage l'objet d'un consentement tacite que d'un véritable débat public. Il ne s'agit pas là d'un manque d'intérêt du public, mais plutôt d'une question de culture politique : la politique étrangère, la sécurité et la défense sont les prérogatives du pouvoir exécutif. Il existe un consensus sur la dissuasion entre les principaux partis politiques, car celle-ci sous-tend la crédibilité du pays en matière de politique étrangère.

Position au sujet du désarmement

La France est favorable au désarmement nucléaire, à condition toutefois d'une amélioration de l'environnement de sécurité international, dans la mesure où il repose sur une politique de dissuasion minimale. Le gouvernement français qualifie sa vision de « pragmatique et progressiste ». Cette approche progressive en matière de désarmement est réaffirmée dans la Revue stratégique : « Le désarmement ne se décrète pas, il se construit progressivement. C'est pourquoi il importe de favoriser la relance d'un processus réaliste de limitation des armements et de renforcement de la confiance, afin de contribuer à la stabilité stratégique et à la sécurité partagée. »

Coordination à l'échelle européenne et position quant à la nécessité, pour l'Europe, de jouer un rôle politique et/ou militaire

Au début des années 1990, un débat a vu le jour sur l'europanisation de la stratégie de dissuasion ; il n'a toutefois pas porté ses fruits - en raison notamment du scepticisme affiché par les milieux dirigeants français. Officiellement, la France reconnaît néanmoins une dimension européenne à sa stratégie de dissuasion nucléaire : la Revue stratégique note la contribution de la dissuasion à la sécurité globale de l'Alliance atlantique et de l'Europe. La France coordonne son action avec le Royaume-Uni sur les questions relatives aux armes nucléaires. En raison de l'indépendance de sa position sur les questions nucléaires, la France ne participe toujours pas au Groupe des plans nucléaires de l'OTAN et ce, bien que le pays ait fini par reconnaître la contribution de ses forces nucléaires nationales à la capacité de dissuasion globale de l'Alliance.



GRECE

Capacité nucléaire



Ne possède pas d'armes nucléaires

Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN)



État non signataire - consensus politique contre le TIAN

Groupe



Conformistes



Principal risque nucléaire identifié comme menace pour la sécurité



Armes nucléaires détenues par la Corée du Nord ; lancement accidentel d'armes nucléaires

Crédibilité de la garantie de sécurité nucléaire américaine



État membre de l'OTAN

Menaces nucléaires identifiées

Le gouvernement grec considère que la prolifération des armes de destruction massive et des technologies associées constitue l'une des menaces les plus graves pour la paix et la sécurité dans le monde.

Le gouvernement en place ne considère pas la Russie comme une menace.

Influence de l'opinion publique sur le débat politique

Les gouvernements grecs qui se sont succédé ces dernières années ont appuyé les initiatives de la communauté internationale en matière de non-prolifération et ont publiquement souligné la nécessité de promouvoir le dialogue sur cette question. Ils n'ont toutefois pris aucune mesure concrète en la matière. La question ne figure pas à l'ordre du jour des débats publics en Grèce. La seule inquiétude suscitée éventuellement par le nucléaire est alimentée par la couverture médiatique des tensions observées dans la péninsule coréenne.

Position au sujet du désarmement

La Grèce refuse de prendre position sur les efforts déployés récemment par les Nations Unies en vue d'adopter le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires. La position officielle de la Grèce est fondée sur l'article 6 du Traité de non-prolifération, qui préconise une approche « progressive » sur la voie du désarmement nucléaire.

Pour avancer sur la voie du désarmement nucléaire, la Grèce préconise les mesures suivantes : réduction des stocks par tous les États dotés d'armes nucléaires et perfectionnement des méthodes de contrôle du désarmement nucléaire.

Coordination à l'échelle européenne et position quant à la nécessité, pour l'Europe, de jouer un rôle politique et/ou militaire

Concernant les programmes nucléaires iranien et nord-coréen, la Grèce estime que la seule stratégie pertinente de la part des États membres de l'UE consiste à soutenir les États-Unis. Sur les questions nucléaires, la position grecque est façonnée en premier lieu par l'influence des États-Unis. En matière d'armes nucléaires, la Grèce aligne ses prises de position sur celles des autres membres de l'OTAN.



HONGRIE

Capacité nucléaire	Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN)	Groupe	Principal risque nucléaire identifié comme menace pour la sécurité	Crédibilité de la garantie de sécurité nucléaire américaine
				
Ne possède pas d'armes nucléaires	État non signataire - consensus politique contre le TIAN	Conformistes 	Armes nucléaires détenues par la Corée du Nord	État membre de l'OTAN

Menaces nucléaires identifiées

Dans sa Stratégie de sécurité 2012, la Hongrie indique que les armes de destruction massive, et notamment les armes nucléaires, constituent une menace stratégique pour le pays. Les dangers identifiés ont trait à la propagation des armes, à l'augmentation du nombre d'États qui en possèdent et au risque que ces armes ne tombent entre les mains de groupes non-étatiques dangereux. Cependant, le gouvernement Orban actuellement au pouvoir considère le terrorisme et les migrations comme les menaces les plus pressantes qui pèsent sur la Hongrie et l'Europe - et cette vision règne en maître sur le paysage politique hongrois.

Les experts hongrois des questions militaires et de sécurité considèrent la Russie comme une menace, mais ne semblent toutefois pas attacher d'importance particulière à son statut de puissance nucléaire.

Influence de l'opinion publique sur le débat politique

Aucune consultation n'a été organisée récemment sur la question de la dissuasion nucléaire, et celle-ci n'a donné lieu à aucun débat public ces dernières années. La position du gouvernement en matière de dissuasion nucléaire est stable et cohérente depuis les années 1990 ; elle repose sur des considérations géopolitiques et tient compte de l'appartenance de la Hongrie à l'OTAN.

Position au sujet du désarmement

Les élites au pouvoir en Hongrie se sont prononcées contre le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, soutenant que le Traité de non-prolifération nucléaire (TNP) devait rester la pierre angulaire du cadre de non-prolifération nucléaire.

La Hongrie est favorable à un processus progressif de désarmement nucléaire qui intègre pleinement les États dotés d'armes nucléaires et préserve l'intégrité du TNP.

Pour avancer sur la voie du désarmement nucléaire, la Hongrie préconise les mesures suivantes : entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires ; ouverture des négociations sur le Traité interdisant la production de matières fissiles ; perfectionnement des méthodes de contrôle du désarmement nucléaire ; et adoption de mesures de confiance par les puissances nucléaires.

Coordination à l'échelle européenne et position quant à la nécessité, pour l'Europe, de jouer un rôle politique et/ou militaire

La Hongrie ne voit aucune alternative à la force de dissuasion américaine. Elle n'entend pas promouvoir de système de dissuasion européen distinct, qui s'apparente selon elle à un projet irréaliste. La Hongrie appelle l'Union européenne à intervenir sur la question des programmes nucléaires iranien et nord-coréen.



IRLANDE

Capacité nucléaire



Ne possède pas d'armes nucléaires

Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN)



L'Irlande a officiellement participé à la négociation du Traité, a voté « oui » et l'a signé, mais ne l'a pas ratifié.

Groupe



Neutres



Principal risque nucléaire identifié comme menace pour la sécurité



Développement du programme nucléaire chinois ; armes nucléaires détenues pas la Corée du Nord ; programmes nucléaires en cours en Inde et au Pakistan et tensions associées en Asie du Sud ; armes nucléaires détenues par la Russie ; et présence d'armes nucléaires au Moyen-Orient

Crédibilité de la garantie de sécurité nucléaire américaine



L'Irlande estime que la garantie de sécurité nucléaire des États-Unis vis-à-vis de leurs alliés de l'OTAN est moins crédible depuis le début de la présidence Trump.

Menaces nucléaires identifiées

L'Irlande ne considère pas les armes nucléaires comme une menace directe pour son territoire national, mais le gouvernement adopte généralement une approche élargie sur cette question en appuyant le désarmement à l'échelon mondial. Les prises de position officielles du gouvernement irlandais soulignent l'impact des menaces nucléaires sur la communauté internationale. Dans son Livre blanc de 2015 sur la défense, le gouvernement irlandais exprimait ses inquiétudes face à la prolifération des armes de destruction massive et des technologies de missiles.

Opposée aux armes nucléaires, l'Irlande perçoit sans surprise le statut de puissance nucléaire de la Russie comme une menace. L'Irlande reconnaît peu à peu le danger potentiellement associé aux actes imprévisibles récents de la Russie, à la poursuite des efforts de modernisation des forces nucléaires russes et aux violations du Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire présumées commises par la Russie. Cependant, il est rare que les dirigeants irlandais formulent des critiques à l'encontre d'un pays particulier sur les questions nucléaires, à l'exception des États non signataires du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Ces réserves reflètent probablement, de la part de l'Irlande, une volonté d'être perçue comme un interlocuteur valable sur ces questions au sein des instances internationales.

Influence de l'opinion publique sur le débat politique

La population irlandaise voit d'un mauvais œil le recours à la force militaire en général. Cette position est bien évidemment perceptible dans l'opinion publique sur la question des armes nucléaires, qui suscitent généralement une opposition. Depuis 60 ans, les gouvernements irlandais

soutiennent la non-prolifération et le désarmement nucléaires. Cette position de principe est partagée par tous les partis politiques irlandais.

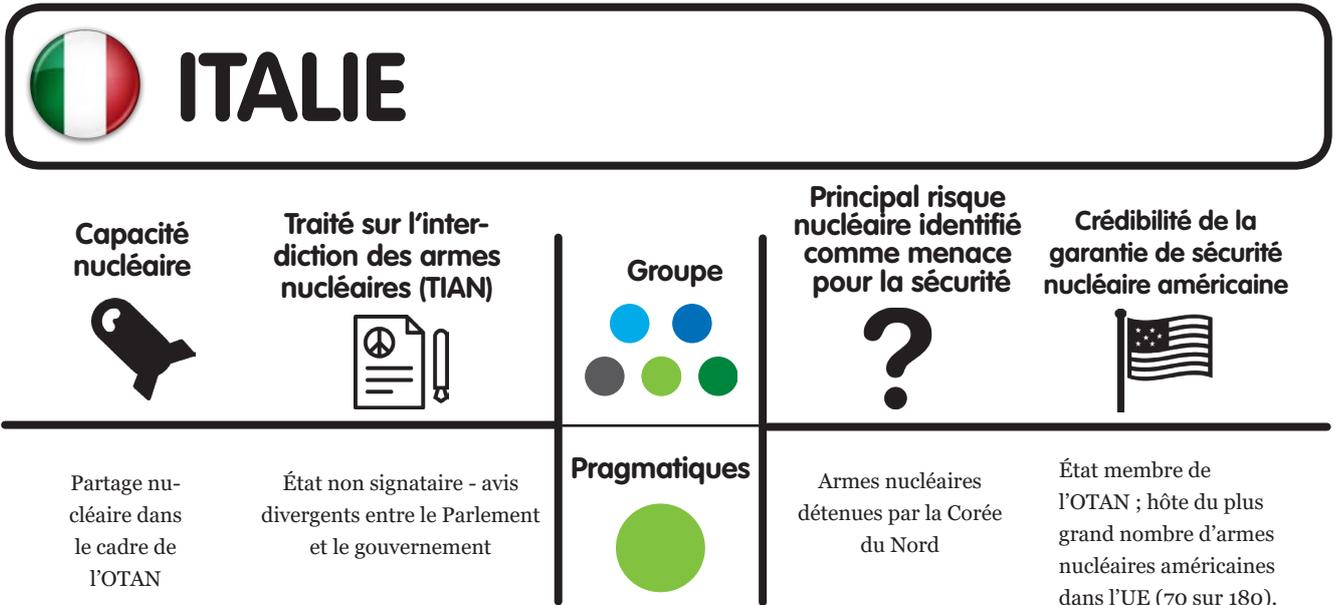
Position au sujet du désarmement

La volonté d'appuyer le désarmement et la non-prolifération des armes nucléaires demeurant, aujourd'hui encore, l'une des principales positions défendues par l'Irlande en matière de politique étrangère, le gouvernement préconise en priorité, dans le cadre du désarmement nucléaire, une réduction des stocks par tous les États dotés d'armes nucléaires.

En 2017, la délégation irlandaise auprès de la Commission des Nations Unies sur le désarmement, ainsi que six partenaires internationaux - et notamment son homologue autrichienne - se sont vu décerner le titre de « Personnalité de l'année » pour leur engagement en faveur de la limitation des armements, et notamment le rôle actif joué dans l'élaboration du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires.

Coordination à l'échelle européenne et position quant à la nécessité, pour l'Europe, de jouer un rôle politique et/ou militaire

L'Irlande considère les forces nucléaires française et britannique comme inaptes à garantir la sécurité nationale. Au vu des discussions houleuses suscitées - malgré leur ampleur limitée - par les projets de défense européenne, tout débat organisé en Irlande sur la nécessité de mettre en place une force de dissuasion européenne donnerait probablement lieu à une méfiance et à une opposition profondes. Cela pourrait même affecter l'enthousiasme actuellement manifesté par les Irlandais à l'égard de l'Union européenne. L'Irlande n'est pas membre de l'OTAN.



Menaces nucléaires identifiées

Le Livre blanc de 2016, dernier document stratégique national publié par le ministère de la Défense, suggère que le gouvernement ne considère pas les menaces nucléaires comme une menace majeure pour la sécurité. Il identifie toutefois la prolifération nucléaire, et notamment ses liens potentiels avec la menace terroriste et les groupes non-étatiques, comme un risque potentiel pour la sécurité nationale. Les priorités nationales sont principalement concentrées sur les menaces pour la sécurité en provenance de zones stratégiques-clés - à savoir la Méditerranée centrale, le Sahel et la Corne de l'Afrique.

La Russie n'est pas perçue comme une menace nucléaire. L'Italie estime à l'inverse que les tensions nucléaires avec la Russie pourraient être apaisées par le dialogue et des mesures aptes à restaurer la confiance. De ce point de vue, Rome s'efforce de promouvoir la coopération avec Moscou en vue d'apporter des solutions conjointes aux problèmes mondiaux. L'Italie a néanmoins exhorté le gouvernement russe à s'engager à appliquer intégralement le Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire.

Influence de l'opinion publique sur le débat politique

Aux yeux des Italiens, les questions nucléaires sont des vestiges l'ère de la Guerre froide qui présentent peu d'importance aujourd'hui.

La dissuasion nucléaire a été au centre des débats à trois reprises : dans les années 1950, lorsque l'Italie a décidé de devenir membre de l'OTAN ; en 1975, lors de la signature du Traité de non-prolifération (TNP) ; et à la fin des années 1970 et au début des années 1980, au moment de la crise des euromissiles. Depuis lors, cette question relève de la compétence quasi-exclusive de l'armée et n'a fait l'objet d'aucun débat public. Selon une enquête réalisée en 2006, seuls 32,8 % des Italiens avaient connaissance de la présence d'armes nucléaires sur leur territoire.

Position au sujet du désarmement

L'Italie a accepté de signer le TNP en supposant qu'à long terme, les puissances nucléaires honorerait leur engagement en faveur du désarmement nucléaire. L'Italie a souligné qu'elle s'efforçait de faire du TNP la pierre angulaire du processus de non-prolifération nucléaire.

Pour avancer sur la voie du désarmement nucléaire, l'Italie préconise les mesures suivantes : entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires ; ouverture des négociations sur le Traité interdisant la production de matières fissiles ; perfectionnement des méthodes de contrôle du désarmement nucléaire ; et adoption de mesures de confiance par les puissances nucléaires.

Coordination à l'échelle européenne et position quant à la nécessité, pour l'Europe, de jouer un rôle politique et/ou militaire

Parallèlement à la coordination avec l'OTAN, un débat est en cours en Italie sur la nécessité de mettre en place un dispositif de dissuasion à l'échelle européenne. Ce projet ne fait pas l'unanimité, qu'il s'agisse d'étendre le parapluie nucléaire britannique et français aux autres États membres de l'UE ou de bâtir une force nucléaire commune aux 27 États de l'UE - ce qui paraît encore plus improbable. En outre, l'Italie craint que l'eupéanisation de la dissuasion nucléaire n'affaiblisse l'OTAN, en raison de la résistance que manifesterait alors les pays membres de l'Alliance atlantique situés en dehors de l'UE.



LETONNIE

Capacité nucléaire



Ne possède pas d'armes nucléaires

Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN)



État non signataire - consensus politique contre le TIAN

Groupe



Pragmatiques



Principal risque nucléaire identifié comme menace pour la sécurité



Armes nucléaires détenues par la Russie

Crédibilité de la garantie de sécurité nucléaire américaine



État membre de l'OTAN ; la confiance de la Lettonie dans la capacité de dissuasion américaine ne s'est pas démentie, quel que soit le président en exercice ou le parti au pouvoir.

Menaces nucléaires identifiées

La Lettonie considère l'atténuation des menaces nucléaires comme une priorité. Les annonces du gouvernement russe selon lesquelles celui-ci pourrait recourir aux armes nucléaires pour défendre la Crimée ont suscité des inquiétudes. Par suite du déploiement de missiles Iskander, à capacité nucléaire, dans l'enclave russe de Kaliningrad, à proximité des États baltes, le gouvernement letton a inclus les menaces nucléaires dans ses évaluations de sécurité.

Influence de l'opinion publique sur le débat politique

Depuis cinq ans, les Lettons sont de plus en plus favorables à la dissuasion nucléaire, mais uniquement au sens d'une modernisation des armes nucléaires occidentales. D'après une étude réalisée en 2014 pour le compte du ministère letton de la Défense, 25 % des personnes interrogées estimaient que l'OTAN devait lutter contre la prolifération des armes nucléaires dans le monde.

De manière générale, la dissuasion nucléaire ne suscite aucun débat véritable en Lettonie, car la définition des politiques obéit principalement à d'autres facteurs, et notamment aux inquiétudes suscitées par la Russie.

Position au sujet du désarmement

La Lettonie est favorable à l'élimination complète des armes nucléaires (approche « Global Zero »), mais est sensible aux implications pratiques de l'équilibre stratégique des capacités nucléaires. Bien qu'il soutienne le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE), le gouvernement estime que la situation mondiale en matière de sécurité ne permet pas un désarmement nucléaire complet.

Pour avancer sur la voie du désarmement nucléaire, la Lettonie préconise les mesures suivantes : entrée en vigueur du TICE ; ouverture des négociations sur le Traité interdisant la production de matières fissiles ; perfectionnement des méthodes de contrôle du désarmement nucléaire ; et adoption de mesures de confiance par les puissances nucléaires.

Coordination à l'échelle européenne et position quant à la nécessité, pour l'Europe, de jouer un rôle politique et/ou militaire

« Pourquoi vouloir réparer ce qui fonctionne ? » ; ainsi pourrait-on résumer l'opinion dominante en Lettonie. La coopération stratégique avec les États-Unis revêt une importance capitale pour la Lettonie, de sorte que toute alternative est envisagée avec la plus grande prudence.



LITUANIE

<p>Capacité nucléaire</p> 	<p>Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN)</p> 	<p>Groupe</p> 	<p>Principal risque nucléaire identifié comme menace pour la sécurité</p> 	<p>Crédibilité de la garantie de sécurité nucléaire américaine</p> 
<p>Ne possède pas d'armes nucléaires</p>	<p>État non signataire - consensus politique contre le TIAN</p>	<p>Pragmatiques</p> 	<p>Armes nucléaires détenues par la Russie</p>	<p>Consensus sur le fait que les États-Unis et l'OTAN sont les principaux garants de la sécurité nucléaire en Europe. La Lituanie considère les engagements américains comme crédibles, quel que soit le président en exercice.</p>

Menaces nucléaires identifiées

Dans sa Stratégie de sécurité nationale, la Lituanie ne mentionne, au titre de ses préoccupations liées au nucléaire, que la menace émanant de la Russie.

Indépendamment de son statut de puissance nucléaire, la Russie est perçue comme une menace, et même la principale menace pesant sur la sécurité nationale lituanienne. La Russie s'est déclarée prête à recourir aux armes nucléaires, y compris contre les États qui n'en possèdent pas - ce qui constitue une menace supplémentaire pour la sécurité de la Lituanie et de l'ensemble de la communauté euro-atlantique.

Influence de l'opinion publique sur le débat politique

La dissuasion nucléaire n'est pas un sujet d'actualité dans les débats publics. Aucune information n'est disponible concernant les avis formulés sur cette question dans l'opinion publique.

Position au sujet du désarmement

Le gouvernement n'a exprimé aucune opinion ferme sur la question du désarmement nucléaire. Bien que ce dernier soit un objectif officiel, le gouvernement estime que les discussions doivent se cantonner aux processus existants. Les dirigeants lituaniens s'accordent à dire que le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN) n'est pas un mécanisme adapté pour promouvoir la sécurité et le désarmement à l'échelon mondial. Selon eux, le TIAN pourrait en réalité être plus néfaste que bénéfique s'il affaiblit les capacités de défense et de dissuasion de l'OTAN, qui sont essentielles pour la sécurité de la Lituanie et de l'Europe.

Pour avancer sur la voie du désarmement nucléaire, la Lituanie préconise les mesures suivantes : nouvelles

mesures de réduction des stocks d'armes stratégiques côté américain et côté russe ; nouvelles mesures de réduction des stocks d'armes non-stratégiques côté américain et côté russe ; réduction des stocks par tous les États dotés d'armes nucléaires ; entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires ; ouverture des négociations sur le Traité interdisant la production de matières fissiles ; perfectionnement des méthodes de contrôle du désarmement nucléaire ; et adoption de mesures de confiance par les puissances nucléaires.

Coordination à l'échelle européenne et position quant à la nécessité, pour l'Europe, de jouer un rôle politique et/ou militaire

Il existe en Lituanie un consensus sur le fait que les États-Unis et l'OTAN sont les principaux garants de la sécurité nucléaire en Europe. La Lituanie considère que les engagements de Washington sont crédibles, quel que soit le président en exercice - notamment depuis la hausse de 40 % du budget alloué par l'OTAN à la dissuasion axée vers l'Est et le déploiement de troupes américaines en Lituanie et dans les autres États baltes. La Lituanie considère que le projet de développement d'une force de dissuasion européenne distincte de l'OTAN n'est ni réaliste, ni pertinent.



LUXEMBOURG

Capacité nucléaire



Ne possède pas d'armes nucléaires

Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN)



État non signataire.

Groupe



Conformistes



Principal risque nucléaire identifié comme menace pour la sécurité



Armes nucléaires détenues par la Corée du Nord

Crédibilité de la garantie de sécurité nucléaire américaine



État membre de l'OTAN

Menaces nucléaires identifiées

La menace associée aux armes nucléaires ne figure pas parmi les problèmes de sécurité recensés par le Luxembourg. Parmi les nombreux problèmes liés aux armes nucléaires, seules les menaces associées à la Corée du Nord, à l'Inde et au Pakistan ont trouvé une place dans le débat public et politique du pays sur la sécurité. La Russie ne figure pas parmi les principales préoccupations du Luxembourg.

Influence de l'opinion publique sur le débat politique

La population n'a manifesté aucun intérêt particulier pour la question de la dissuasion nucléaire.

Position au sujet du désarmement

Malgré le manque d'intérêt suscité dans l'opinion publique, le Luxembourg est l'un des plus fervents partisans européens de la non-prolifération et du désarmement nucléaires. Il est signataire du Traité sur la non-prolifération et, à ce titre, a pris des engagements en faveur des trois piliers du traité : non-prolifération des armes nucléaires, désarmement nucléaire et utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques.

Pour avancer sur la voie du désarmement nucléaire, le Luxembourg préconise donc les mesures suivantes : nouvelles mesures de réduction des stocks d'armes stratégiques côté américain et côté russe ; nouvelles mesures de réduction des stocks d'armes non-stratégiques côté américain et côté russe ; réduction des stocks par tous les États dotés d'armes nucléaires ; entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires ; ouverture des négociations sur le Traité interdisant la production de matières fissiles ; perfectionnement des méthodes de contrôle du désarmement nucléaire ; et adoption de mesures de confiance par les puissances nucléaires.

Coordination à l'échelle européenne et position quant à la

nécessité, pour l'Europe, de jouer un rôle politique et/ou militaire

Compte tenu notamment de sa petite superficie et de sa sécurité nationale, le Luxembourg ne s'intéresse pas de près aux questions liées au nucléaire. Il attache donc peu d'importance à la dissuasion nucléaire. Il se contente en la matière de s'aligner sur les positions de l'OTAN et de l'UE.

Le Luxembourg affiche une position intéressante sur la question de la défense antimissile : le pays est en effet neutre quant à l'utilité d'une défense antimissile en Europe. Il comprend l'intérêt que ces systèmes peuvent présenter pour les alliés de l'OTAN compte tenu des menaces régionales, mais fait preuve de davantage de réserve qu'eux sur ce point.



MALTE

Capacité nucléaire	Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN)	Groupe	Principal risque nucléaire identifié comme menace pour la sécurité	Crédibilité de la garantie de sécurité nucléaire américaine
				
<p>Ne possède pas d'armes nucléaires</p>	<p>Malte a officiellement pris part à la négociation du Traité et s'est déclarée favorable à son adoption. Elle n'a toutefois ni signé, ni ratifié le TIAN.</p>	<p>Neutres</p> 	<p>Lancement accidentel d'armes nucléaires</p>	<p>Malte n'est pas membre de l'OTAN.</p>

Menaces nucléaires identifiées

Ni le grand public, ni l'élite politique, ne considère Malte comme la cible potentielle d'une attaque nucléaire. En effet, l'instabilité en Libye et dans tout le Sud de la Méditerranée sont des préoccupations nationales bien plus sérieuses. Cependant, les politiciens maltais de tous horizons estiment que le risque lié à l'existence des armes nucléaires est une menace pour la communauté internationale dans son ensemble. Malte maintient fermement sa position en faveur du désarmement nucléaire.

La Russie est perçue comme une menace, à plus forte raison du fait de son statut de puissance nucléaire. Le conflit persistant dans l'Est de l'Ukraine, le soutien de la Russie au régime de Bachar el-Assad en Syrie et l'intervention russe en Libye ont conduit le gouvernement maltais à durcir sa position à l'égard des intérêts russes, comme en témoigne le ton ferme avec lequel il réclame des sanctions à l'encontre de la Russie.

Influence de l'opinion publique sur le débat politique

Dans sa constitution, Malte est attachée à la neutralité. Si certains signes suggèrent que cette position pourrait fléchir, les politiciens et l'opinion publique restent fermement attachés au désarmement nucléaire. En effet, la montée des tensions nucléaires de l'Ukraine à la péninsule coréenne, ainsi que les inquiétudes suscitées par la politique nucléaire de Donald Trump, ont pour conséquence un léger fléchissement en faveur du désarmement nucléaire mondial.

Position au sujet du désarmement

Malte maintient une position particulièrement indépendante et durable sur la question du désarmement nucléaire. Au sein de l'Union européenne, Malte a voté, avec la Suède, l'Autriche, Chypre et l'Irlande, en faveur du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, qui a été adopté en 2017. Elle n'a cependant pas ratifié le Traité.

Pour avancer sur la voie du désarmement nucléaire, Malte préconise, comme prochaine mesure, la réduction des stocks par tous les États dotés d'armes nucléaires.

Coordination à l'échelle européenne et position quant à la nécessité, pour l'Europe, de jouer un rôle politique et/ou militaire

La classe politique maltaise manifeste un soutien sans faille au projet européen et voit dans l'évolution actuelle des relations entre l'Union européenne et les États-Unis une occasion de concevoir une politique étrangère véritablement européenne et de doter l'Europe d'une capacité de défense non-nucléaire plus indépendante et intégrée, qui renforcerait ainsi la cohésion. Malte estime que la sécurité européenne serait plus forte sans les forces nucléaires françaises et britanniques.



PAYS-BAS

Capacité nucléaire



Partage nucléaire dans le cadre de l'OTAN

Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN)



Seul pays de l'OTAN à avoir participé aux négociations, les Pays-Bas ont toutefois voté contre le TIAN.

Groupe



Tourmentés



Principal risque nucléaire identifié comme menace pour la sécurité



Armes nucléaires détenues par la Corée du Nord ; terrorisme nucléaire et radiologique ; armes nucléaires détenues par la Russie

Crédibilité de la garantie de sécurité nucléaire américaine



État membre de l'OTAN ; atlantiste convaincu.

Menaces nucléaires identifiées

La stratégie de sécurité internationale adoptée par les Pays-Bas en 2013 et les documents d'orientation ultérieurs citent les armes nucléaires comme menace potentielle. Cependant, d'autres risques (cyberattaques, terrorisme et criminalité transfrontière) sont considérés comme des menaces plus immédiates. En outre, la menace nucléaire identifiée par les Pays-Bas est davantage liée au terrorisme nucléaire qu'aux États dotés d'armes nucléaires.

La Russie est perçue comme une menace par les Néerlandais, à plus forte raison du fait de son statut de puissance nucléaire. C'est le cas depuis le début du conflit en Ukraine en 2014, qui a accentué les tensions politiques entre les deux pays, en particulier après l'affaire du vol MH17 de Malaysia Airlines, abattu par un missile russe. La rhétorique politique développée par les porte-parole russes a placé la question des armes nucléaires en tête des sujets à débattre. Les Pays-Bas s'inquiètent également de la modernisation des forces armées russes, en particulier de leurs armes nucléaires.

Influence de l'opinion publique sur le débat politique

Selon un sondage réalisé en 2013 par la Croix-Rouge néerlandaise, 85 % des Néerlandais sont favorables à l'interdiction des armes nucléaires. Cette position a par ailleurs été exprimée à plusieurs reprises par la majorité parlementaire, notamment en 2013 par le biais d'une motion visant à garantir que l'avion de combat appelé à remplacer le F16 dans la flotte néerlandaise ne permettrait pas de transporter des armes nucléaires.

Position au sujet du désarmement

Les Pays-Bas font partie des États membres de l'Union européenne dans lesquels on observe une divergence importante entre les prises de position du gouvernement et

les avis exprimés au Parlement et au sein de la population. C'est pour cette raison que les Pays-Bas ont été le seul pays membre de l'OTAN à participer aux négociations entourant le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires. Et ce, bien que le pays soit partie aux accords de partage nucléaire de l'OTAN et abrite une vingtaine d'armes nucléaires américaines. La participation des Pays-Bas aux négociations faisait suite à une motion favorable déposée devant le Parlement. Mais le gouvernement a finalement voté contre le traité.

Aux Pays-Bas, le gouvernement et l'opinion publique sont favorables au désarmement nucléaire, dès lors que celui-ci n'affaiblit pas l'OTAN. Ils ne préconisent pas un désarmement unilatéral concernant les armes nucléaires tactiques, et estiment que le désarmement doit être abordé dans le cadre de négociations avec la Russie.

Pour avancer sur la voie du désarmement nucléaire, les Pays-Bas préconisent en effet les mesures suivantes : nouvelles mesures de réduction des stocks d'armes stratégiques côté américain et côté russe ; nouvelles mesures de réduction des stocks d'armes non-stratégiques côté américain et côté russe ; réduction des stocks par tous les États dotés d'armes nucléaires ; entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires ; ouverture des négociations sur le Traité interdisant la production de matières fissiles ; perfectionnement des méthodes de contrôle du désarmement nucléaire ; et adoption de mesures de confiance par les puissances nucléaires.

Coordination à l'échelle européenne et position quant à la nécessité, pour l'Europe, de jouer un rôle politique et/ou militaire

Il n'existe pas de débat public sur une force de dissuasion européenne, la dissuasion nucléaire étant associée à l'OTAN dans l'esprit de la plupart des citoyens néerlandais.

POLOGNE

Capacité nucléaire	Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN)	Groupe	Principal risque nucléaire identifié comme menace pour la sécurité	Crédibilité de la garantie de sécurité nucléaire américaine
 Ne possède pas d'armes nucléaires	 État non signataire - consensus politique contre le TIAN	 Vrais croyants	 Armes nucléaires détenues par la Russie	 État membre de l'OTAN, fortement pro-américain

Menaces nucléaires identifiées

Aux yeux des Polonais, la Russie concentre l'essentiel des menaces nucléaires, notamment du fait de la fermeté avec laquelle elle mène sa politique étrangère. Le déploiement d'armes nucléaires tactiques russes à Kaliningrad est perçu comme l'une des principales menaces pesant sur la sécurité de la Pologne. L'enclave russe est située à seulement 300 km de Varsovie.

La réalité de la menace russe est l'un des rares points de consensus au sein de la classe politique polonaise, par ailleurs fortement polarisé. Lors de son exercice militaire Zapad en 2017, la Russie a simulé une série d'attaques nucléaires tactiques dirigées contre une capitale d'Europe centrale identifiée comme étant Varsovie. D'après la Pologne, l'écart entre le nombre d'armes installées par les États-Unis en Europe et celui des armes tactiques russes exige un accroissement considérable du nombre d'armes nucléaires tactiques américaines sur le continent.

Influence de l'opinion publique sur le débat politique

De manière générale, les Polonais sont favorables à la dissuasion nucléaire en tant que pilier central de l'OTAN et de l'alliance avec les États-Unis, capable de défendre la Pologne en cas d'attaque de la Russie. Néanmoins, en juin 2016, un sondage réalisé pour l'édition polonaise de Newsweek sur la participation de la Pologne au dispositif de partage nucléaire de l'OTAN - à savoir, le déploiement d'armes nucléaires sur le sol polonais - a révélé que la moitié des personnes interrogées étaient opposées à cette participation, et qu'un peu plus de 25 % y étaient favorables. En d'autres termes, les Polonais souscrivent au bouclier nucléaire déployé pour protéger la Pologne, mais refusent que des armes nucléaires soient installées sur leur territoire.

Position au sujet du désarmement

L'élite politique polonaise considère le désarmement nucléaire complet comme un projet utopique qui ne verra jamais le jour. Cette question suscite donc peu d'intérêt dans les débats nationaux. La Pologne n'exclut pas une détente ni un désarmement progressif et partiel, mais est persuadée que la Russie n'acceptera jamais de réduire fortement son arsenal nucléaire, sur lequel repose en grande partie son statut de puissance mondiale.

Pour avancer sur la voie du désarmement nucléaire, la Pologne préconise les mesures suivantes : perfectionnement des méthodes de contrôle du désarmement nucléaire ; et adoption de mesures de confiance par les puissances nucléaires.

Coordination à l'échelle européenne et position quant à la nécessité, pour l'Europe, de jouer un rôle politique et/ou militaire

Si des débats sont en cours sur l'opportunité d'une force de dissuasion européenne, l'opposition à ce projet gagne du terrain dans l'opinion publique. L'OTAN, sous l'égide des États-Unis, est considérée comme le seul garant crédible de la sécurité de la Pologne. Varsovie manifeste donc une méfiance instinctive à l'égard du projet de dissuasion européenne, notamment parce que l'arsenal européen serait insuffisant pour être crédible. À long terme, une tentative de constituer une alternative au parapluie nucléaire américain pourrait voir le jour ; mais le gouvernement polonais n'y est pas favorable.



PORTUGAL

Capacité nucléaire



Ne possède pas d'armes nucléaires

Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN)



État non signataire - consensus politique contre le TIAN

Groupe



Conformistes



Principal risque nucléaire identifié comme menace pour la sécurité



Armes nucléaires détenues par la Corée du Nord ; terrorisme nucléaire et radiologique

Crédibilité de la garantie de sécurité nucléaire américaine



État membre de l'OTAN. Le Portugal considère que les États-Unis et l'OTAN sont les principaux garants de sa sécurité.

Menaces nucléaires identifiées

Le Concept stratégique de défense nationale du Portugal cite neuf « menaces et risques pour l'environnement de sécurité mondial ». Dans cette liste, la prolifération nucléaire se classe au quatrième rang, après le terrorisme transfrontière, la piraterie et la criminalité organisée à l'échelon international. Le document mentionne également la prolifération nucléaire dans sa rubrique consacrée aux « Menaces et risques pour la sécurité nationale », la classant en deuxième place après le terrorisme transfrontière. Dans ces deux listes, la prolifération nucléaire s'entend comme étant horizontale - soit l'acquisition d'armes nucléaires par des groupes terroristes transfrontières et des États voyous.

Malgré son statut de puissance nucléaire, la Russie n'est pas perçue comme une menace. Bien que le Portugal soit sensible aux inquiétudes exprimées par les autres pays de l'OTAN concernant la Russie et sa capacité nucléaire, les dirigeants portugais voient toujours en Moscou un partenaire incontournable pour la stabilisation de l'Europe et des régions voisines.

Influence de l'opinion publique sur le débat politique

Les jeunes citoyens portugais sont généralement favorables au désarmement nucléaire mondial ; la question de la dissuasion nucléaire n'est en revanche pas un sujet de débat public.

Position au sujet du désarmement

Le grand public est généralement favorable au désarmement nucléaire ; ce principe est même inscrit dans la constitution portugaise. Cependant, les principaux partis politiques estiment qu'il s'agit d'un objectif à long terme, qui ne doit pas compromettre la dissuasion nucléaire.

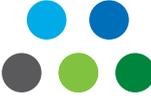
Pour avancer sur la voie du désarmement nucléaire, le Portugal préconise les mesures suivantes : nouvelles mesures de réduction des armes non-stratégiques côté américain et côté russe ; et perfectionnement des méthodes de contrôle du désarmement nucléaire.

Coordination à l'échelle européenne et position quant à la nécessité, pour l'Europe, de jouer un rôle politique et/ou militaire

Le gouvernement portugais estime qu'un projet de dispositif nucléaire franco-britannique serait irréalisable. Le fait que le pays appartienne à la même alliance militaire que les puissances nucléaires britannique et française est considéré comme un atout. Cependant, le gouvernement portugais estime que la dissuasion nucléaire en Europe repose principalement sur l'OTAN et que la garantie de sécurité nucléaire américaine couvrant l'ensemble de la zone euro-atlantique revêt une importance capitale.



REPUBLIQUE TCHEQUE

<p>Capacité nucléaire</p>  <p>Ne possède pas d'armes nucléaires</p>	<p>Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN)</p>  <p>État non signataire - consensus politique contre le TIAN</p>	<p>Groupe</p>  <p>Pragmatiques</p> 	<p>Principal risque nucléaire identifié comme menace pour la sécurité</p>  <p>Armes nucléaires détenues par la Corée du Nord</p>	<p>Crédibilité de la garantie de sécurité nucléaire américaine</p>  <p>État membre de l'OTAN, fervent partisan de l'euro-atlantisme</p>
---	---	---	--	---

Menaces nucléaires identifiées

À l'exception des programmes nucléaire et balistique nord-coréens couverts par les médias, la population tchèque ne s'intéresse guère aux questions liées à la dissuasion nucléaire ou aux armes nucléaires.

La Russie est perçue comme une menace, à plus forte raison du fait de son statut de puissance nucléaire. Certains experts tchèques font valoir que la Russie serait plus prompte à utiliser les armes nucléaires que l'OTAN, et se disent inquiets de l'absence de contrôle démocratique sur les armes nucléaires russes et leur utilisation éventuelle. D'autres experts estiment quant à eux que la Russie est une puissance nucléaire responsable et stable. La Russie n'est mentionnée comme menace pour la sécurité nationale dans aucun document ni discours public émanant des dirigeants tchèques.

Influence de l'opinion publique sur le débat politique

À la fin des années 2000, l'opinion publique tchèque s'est intéressée de près au projet de déploiement du radar sur le territoire national, envisagé dans le cadre du système américain de défense antimissile. À cette époque, les deux tiers de l'opinion tchèque se prononçaient contre le déploiement.

Position au sujet du désarmement

La République tchèque était fermement opposée au Traité sur l'interdiction des armes nucléaires. Selon elle, ce traité compromet l'avenir des liens transatlantiques et de l'OTAN. La République tchèque estime que le concept de désarmement nucléaire n'est pas réaliste ; elle suggère en revanche de concentrer les efforts sur l'application du Traité de non-prolifération.

Si de nouvelles mesures devaient être prises en matière de désarmement, la République tchèque préconiserait, par ordre de priorité : nouvelles mesures de réduction des stocks d'armes stratégiques côté américain et côté russe ; entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires ; ouverture des négociations sur le Traité interdisant la production de matières fissiles ; perfectionnement des méthodes de contrôle du désarmement nucléaire ; et adoption de mesures de confiance par les puissances nucléaires.

Coordination à l'échelle européenne et position quant à la nécessité, pour l'Europe, de jouer un rôle politique et/ou militaire

L'essentiel des efforts de concertation dans le domaine du nucléaire sont menés avec le ministère de la Défense britannique et avec les ministères des Affaires étrangères allemand et français. La République tchèque considère toujours l'OTAN comme le principal garant de sa sécurité.



ROUMANIE

Capacité nucléaire



Ne possède pas d'armes nucléaires

Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN)



État non signataire - consensus politique contre le TIAN

Groupe



Vrais croyants



Principal risque nucléaire identifié comme menace pour la sécurité



Armes nucléaires détenues par la Russie

Crédibilité de la garantie de sécurité nucléaire américaine



État membre de l'OTAN ; la Roumanie a signé depuis 1989 une série d'accords bilatéraux avec les États-Unis.

Menaces nucléaires identifiées

La Roumanie considère les menaces nucléaires comme étant sérieuses, mais s'intéresse en priorité à l'atténuation des menaces conventionnelles : risques d'agression militaire conventionnelle, essentiellement. L'exemple de la Crimée rappelle tristement la présence d'appétits expansionnistes à proximité de la Roumanie. En outre, la Roumanie reconnaît les risques associés au terrorisme nucléaire et au trafic illicite de matières radioactives, ainsi qu'aux cyberattaques. La Russie est perçue comme une menace, indépendamment de son statut de puissance nucléaire.

Influence de l'opinion publique sur le débat politique

L'éventualité d'une agression par la Russie est, aujourd'hui encore, source d'inquiétudes permanentes pour la population roumaine ; c'est la raison pour laquelle le gouvernement s'efforce toujours activement d'obtenir des garanties et un soutien de la part de ses partenaires occidentaux. Les milieux dirigeants et l'ensemble de la population sont préoccupés par la Russie.

Position au sujet du désarmement

La politique de limitation des armements, de non-prolifération nucléaire et de désarmement menée par la Roumanie est l'un des piliers de sa stratégie nationale de sécurité et de défense. Très favorable au désarmement nucléaire, le pays appuie le cadre multilatéral d'instruments internationaux en faveur du désarmement et de la non-prolifération aux échelons mondial et régional.

Pour avancer sur la voie du désarmement nucléaire, la Roumanie préconise donc, comme prochaine mesure, l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.

Coordination à l'échelle européenne et position quant à la nécessité, pour l'Europe, de jouer un rôle politique et/ou militaire

Les prises de position roumaines en matière de dissuasion nucléaire mettent l'accent sur le rôle central de l'OTAN et des États-Unis. La Roumanie ne prend généralement pas parti en cas de divergences entre l'Union européenne et les États-Unis. L'essentiel des travaux de la Roumanie dans le domaine nucléaire est mené avec les États-Unis et l'OTAN.



ROYAUME-UNI

Capacité nucléaire



Puissance nucléaire

Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN)



État non signataire - consensus politique contre le TIAN

Groupe



Vrais croyants



Principal risque nucléaire identifié comme menace pour la sécurité



Terrorisme nucléaire et radiologique

Crédibilité de la garantie de sécurité nucléaire américaine



État membre de l'OTAN ; met en avant sa « relation privilégiée » avec les États-Unis.

Menaces nucléaires identifiées

Le Royaume-Uni classe les risques de sécurité en trois niveaux, sur la base d'une évaluation commune portant à la fois sur la probabilité de survenue et sur l'impact, le niveau 1 étant le plus élevé de cette classification. Une attaque utilisant des armes de destruction massive (chimiques, biologiques, radiologiques ou nucléaires) relève du niveau 2. Le terrorisme, la cyberguerre, les conflits armés internationaux (opposant acteurs non étatiques et/ou étatiques), les menaces pour la santé publique, les catastrophes naturelles et l'instabilité à l'international sont tous des menaces de niveau 1. Le gouvernement britannique indique par ailleurs que l'impact ou la probabilité de réalisation des risques de niveaux 1 et 2 pourrait augmenter au cours des vingt prochaines années. Toutefois, l'importance accordée au fil du temps aux menaces nucléaires reste constante, le Royaume-Uni s'étant engagé à ne maintenir qu'une force nucléaire stratégique minimale. L'existence de menaces nucléaires à l'encontre des alliés de l'OTAN aurait pour effet d'accroître l'importance accordée à ces armes par le Royaume-Uni, tenu d'une obligation d'assistance mutuelle.

Les actions déstabilisantes menées par la Russie ces dernières années ont amené le Royaume-Uni à la percevoir comme une menace, indépendamment de son statut de puissance nucléaire. La sécurité du Royaume-Uni vis-à-vis des armes nucléaires russes repose essentiellement sur la force de dissuasion britannique. Celle-ci est suffisante pour permettre au pays de déclencher indépendamment contre la Russie une frappe aux effets dévastateurs, y compris à titre de réplique à une agression russe. En d'autres termes, le Royaume-Uni considère le statut de puissance nucléaire de la Russie comme une réalité avec laquelle il doit composer.

Influence de l'opinion publique sur le débat politique

L'opinion publique britannique a toujours été très favorable à la force nationale de dissuasion nucléaire ; les efforts menés dans les années 1980 par le parti travailliste en faveur d'un désarmement nucléaire unilatéral se sont soldés par deux lourdes défaites lors des élections générales et par un retour à une politique de dissuasion. Aujourd'hui, les conservateurs au pouvoir comme l'opposition travailliste appuient la

modernisation de la flotte de sous-marins nucléaires britanniques, reflétant en cela l'opinion publique (bien que le leader du parti travailliste, Jeremy Corbyn, demeure personnellement attaché au désarmement unilatéral). Sur l'échiquier politique, seuls le Parti des verts et le Parti national écossais font exception, qui prônent la dénucléarisation (la flotte britannique de sous-marins à têtes nucléaires est basée en Écosse). Les Libéraux démocrates appellent le Royaume-Uni à se limiter à une « force de dissuasion minimale ».

Position au sujet du désarmement

Depuis des décennies, un consensus lie les dirigeants britanniques successifs, à savoir que le désarmement nucléaire doit être opéré via des mesures et des négociations multilatérales menées dans le cadre du Traité de non-prolifération - soit une réduction des armes nucléaires impliquant tous les États qui en possèdent. Le Royaume-Uni a d'ores et déjà réduit sa capacité de dissuasion à un niveau minimal - un système d'armement nucléaire unique - en démantelant le reste de son arsenal.

Lors d'un sondage réalisé en juillet 2016, seuls 36 % des Écossais se sont déclarés favorables au remplacement de la force de dissuasion nucléaire britannique.

Coordination à l'échelle européenne et position quant à la nécessité, pour l'Europe, de jouer un rôle politique et/ou militaire

La collaboration franco-britannique visant à coordonner politiques et doctrines nucléaires a vu le jour en 1992 avec la Commission nucléaire conjointe. En 2010, la coopération a fait un pas en avant après la signature d'un traité prévoyant des mesures de coopération sur les stocks nucléaires existants. Dans l'ensemble, le Royaume-Uni est toutefois plus systématiquement opposé aux nouvelles mesures d'intégration européenne en matière de sécurité et de défense mises en œuvre hors du cadre de l'OTAN.

Paradoxalement, le Brexit semble avoir renforcé l'engagement du gouvernement britannique en faveur de la sécurité européenne. Il est cependant difficile d'imaginer comment un divorce pourrait avoir lieu sans nuire, en pratique, à la crédibilité de toute proposition de dissuasion nucléaire élargie de la part du Royaume-Uni, notamment en dehors de l'OTAN.



SLOVAQUIE

Capacité nucléaire



Ne possède pas d'armes nucléaires

Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN)



État non signataire - refus de signer un traité auquel les puissances nucléaires ne sont pas parties

Groupe



Conformistes



Principal risque nucléaire identifié comme menace pour la sécurité



Terrorisme nucléaire et radiologique

Crédibilité de la garantie de sécurité nucléaire américaine



État membre de l'OTAN

Menaces nucléaires identifiées

La Slovaquie estime que les menaces les plus graves pour l'environnement stratégique sont les suivantes : violations et mépris du droit et des normes internationaux ; guerre cybernétique ; et formes de guerre hybrides. La Slovaquie mentionne les armes nucléaires comme étant une « sous-menace » - soit une menace secondaire, quoique réelle.

La Slovaquie et la Russie entretiennent des relations de coopération pragmatique visant un enrichissement mutuel. La Slovaquie considère la Russie comme un partenaire économique majeur et un acteur-clé de la sphère politique internationale, sans lequel aucune affaire ni aucune question régionale importante ne peut être résolue. Les responsables de la politique étrangère et les cercles diplomatiques slovaques ne considèrent pas la Russie comme une menace majeure.

Influence de l'opinion publique sur le débat politique

Il n'existe aucun véritable débat sur la dissuasion nucléaire, qui suscite très peu d'intérêt au sein de la population ; mais la question des armes nucléaires occupe une place croissante dans les débats publics en raison des tensions entre l'Inde et le Pakistan, de la capacité nucléaire de l'Iran et des tensions autour de la Corée du Nord. Dans l'ensemble, la Slovaquie est toutefois favorable à l'élimination des armes nucléaires dans le monde. L'opinion publique et le gouvernement se rejoignent sur ce point.

Position au sujet du désarmement

La Slovaquie est favorable au désarmement et à la réduction de toutes les armes, y compris des armes conventionnelles. Elle préconise à cet effet les mesures suivantes : nouvelles mesures de réduction des stocks d'armes stratégiques côté américain et côté russe ; nouvelles mesures de réduction des stocks d'armes non-stratégiques côté américain et côté russe ; réduction des stocks par tous les États dotés d'armes

nucléaires ; entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires ; ouverture des négociations sur le Traité interdisant la production de matières fissiles ; perfectionnement des méthodes de contrôle du désarmement nucléaire ; et adoption de mesures de confiance par les puissances nucléaires.

Les dirigeants slovaques se sont prononcés contre le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, auquel les puissances nucléaires n'ont pas souscrit, compromettant ainsi la raison d'être du traité.

Coordination à l'échelle européenne et position quant à la nécessité, pour l'Europe, de jouer un rôle politique et/ou militaire

La nécessité de mettre en place une force de dissuasion européenne ne donne lieu à aucun débat de grande ampleur. Les prises de position de la Slovaquie sont conformes à la ligne de conduite de l'OTAN sur cette question - à savoir que les armes nucléaires sont, comme les forces de défense conventionnelles et les missiles, une composante-clé des capacités de l'alliance en matière de dissuasion et de défense.



SLOVENIE

<p>Capacité nucléaire</p>  <p>Ne possède pas d'armes nucléaires</p>	<p>Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN)</p>  <p>État non signataire - refus de signer un traité auquel les principaux pays concernés ne sont pas parties</p>	<p>Groupe</p> 	<p>Principal risque nucléaire identifié comme menace pour la sécurité</p> 	<p>Crédibilité de la garantie de sécurité nucléaire américaine</p> 
<p>Conformistes</p> 		<p>Terrorisme nucléaire et radiologique</p>	<p>État membre de l'OTAN</p>	

Menaces nucléaires identifiées

Dans sa Stratégie de défense 2012, la Slovénie place la menace nucléaire dans la catégorie des menaces de second rang (aux côtés des « menaces militaires, des activités illégales impliquant des armes conventionnelles, des armes de destruction massive et la technologie nucléaire, du terrorisme, des cyber-menaces, de l'utilisation frauduleuse des technologies et systèmes d'information, et des activités de renseignement »). Ces menaces de second rang correspondent aux menaces mondiales qui pèsent sur la Slovénie en tant que membre de la communauté internationale.

Les décideurs slovènes ne considèrent pas la Russie comme une menace directe.

Influence de l'opinion publique sur le débat politique

Les débats publics n'ont pas d'influence notable sur la position du gouvernement. Le gouvernement slovène a refusé de signer le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires car la Slovénie est membre de l'OTAN et adhère à la stratégie de parapluie nucléaire de l'alliance. Mais l'avis prédominant dans la population et les critiques émanant de la société civile en réponse à cette décision ont eu suffisamment de poids pour que le gouvernement soit contraint de s'expliquer a posteriori.

Position au sujet du désarmement

La Slovénie est favorable au désarmement nucléaire. Elle estime toutefois que pour atteindre cet objectif, les États doivent au préalable satisfaire certaines conditions techniques et de sécurité afin de susciter la confiance dans le processus. Il s'agit notamment de l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, de l'ouverture des négociations sur le Traité interdisant la production de matières fissiles, et du perfectionnement des méthodes de contrôle du désarmement nucléaire. À l'heure actuelle, l'environnement de sécurité mondial ne remplit pas ces conditions.

Coordination à l'échelle européenne et position quant à la nécessité, pour l'Europe, de jouer un rôle politique et/ou militaire

La Slovénie coordonne sa politique en matière de dissuasion nucléaire avec les autres États membres de l'Union européenne et de l'OTAN, mais ne participe à aucun débat de grande ampleur sur la nécessité d'établir une force de dissuasion européenne.



SUEDE

Capacité nucléaire



Ne possède pas d'armes nucléaires

Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN)



Divergences entre le ministre des Affaires étrangères et le ministre de la Défense. La Suède a officiellement participé aux négociations et voté en faveur du Traité. Elle ne l'a toutefois pas encore ratifié.

Groupe



Tourmentés



Principal risque nucléaire identifié comme menace pour la sécurité



Armes nucléaires détenues par la Corée du Nord

Crédibilité de la garantie de sécurité nucléaire américaine



État non membre de l'OTAN ; entretient néanmoins des liens solides avec les États-Unis.

Menaces nucléaires identifiées

Le gouvernement suédois identifie l'agression militaire - y compris dans sa dimension nucléaire - comme la principale menace pour la sécurité nationale. Les menaces dans le domaine de la cybernétique et de l'information sont les prochains domaines d'action prioritaires de la Suède, suivies du terrorisme et de l'extrémisme violent. À de nombreuses reprises, la Suède a déclaré que les armes nucléaires constituaient la plus grande menace pour l'humanité et que leur persistance était le signe d'un échec de la communauté internationale. La Suède considère également que la situation en Corée du Nord est l'une des principales sources d'insécurité et d'instabilité géopolitiques en Asie de l'Est, et qu'elle pourrait avoir des conséquences de grande portée.

Si les capacités nucléaires russes sont relativement absentes du débat public en Suède, elles occupent une place croissante dans le débat politique depuis l'annexion illicite de la Crimée par la Russie. Le gouvernement suédois insiste aujourd'hui encore sur la nécessité de promouvoir un dialogue ouvert avec la Russie, notamment sur le dossier du désarmement nucléaire - domaine dans lequel la Suède considère que la Russie et les États-Unis ont tous deux un rôle de premier plan à jouer. Les autorités suédoises de la Défense s'inquiètent de la rhétorique nucléaire de plus en plus agressive développée par la Russie, et des efforts de modernisation entrepris par cette dernière dans le domaine des armes nucléaires non-stratégiques pour compenser l'insuffisance de ses armes conventionnelles.

Influence de l'opinion publique sur le débat politique

Le débat public influence profondément les décisions du gouvernement. À travers sa politique et sa rhétorique officielles, la Suède affiche une position très hostile au nucléaire : la ministre des Affaires étrangères, Margot Wallström, n'a pas hésité à déclarer que les armes et la dissuasion nucléaires n'offraient pas un moyen légitime

d'assurer la sécurité. En Suède, il semble y avoir un écart considérable entre l'approche retenue par le gouvernement dans ses politiques nucléaire et de sécurité, et ses efforts concrets en faveur du désarmement nucléaire mondial. La Suède s'efforce de maintenir sa position de grand défenseur du désarmement nucléaire mondial, tout en coopérant avec l'OTAN et en conservant de solides liens transatlantiques dans le cadre de la politique de sécurité. S'il réussit peu à peu à concilier ces deux approches d'égale importance, le pays n'est pas encore parvenu à les regrouper en une seule et même politique cohérente. De part et d'autre du débat, les deux approches sont considérées comme étant intrinsèquement contradictoires. Le grand public est fermement opposé aux armes nucléaires. Cela a à la fois influencé et renforcé la volonté du gouvernement de renouveler son soutien indéfectible à l'élimination des armes nucléaires.

Position au sujet du désarmement

En tant que défenseur du désarmement mondial, la Suède maintient sa neutralité en prenant part à la coopération transatlantique et en collaborant avec l'OTAN, sans toutefois envisager de rejoindre l'Alliance. Le gouvernement suédois entend par ailleurs, malgré l'importance de la coopération entre la Suède et l'OTAN, se montrer inflexible dans son opposition aux armes nucléaires, quel que soit l'impact de sa position sur la coopération transatlantique.

Coordination à l'échelle européenne et position quant à la nécessité, pour l'Europe, de jouer un rôle politique et/ou militaire

En Suède, les débats sont alimentés principalement par les questions de la coordination avec les États-Unis en matière nucléaire et de l'adhésion éventuelle à l'OTAN.

Associate researchers

Adam Balcer, *University of Warsaw*

Vladimir Bartovic, *EUROPEUM Institute for European Policy*

Karlis Bukovskis, *Latvian Institute of International Affairs (LIIA)*

Robin-Ivan Capar, *researcher and adviser*

Simon Desplanque, *Louvain University*

Bjorn Fägersten, *Swedish Institute for International Affairs*

Giovanni Fedele, *independent researcher*

Livia Franco, *Catholic University of Portugal*

Andrew Gilmore, *Institute of International and European Affairs*

Teodor Gyelnik, *European Institute of Cross-border Studies*

Álvaro Imbernón, *Nebrija University*

Tuomas Iso-Markku, *Finnish Institute for International Affairs*

Laurynas Jonavicius, *Vilnius University*

Arnold Kammel, *Austrian Institute for European and Security Policy*

Marin Lessenski, *Open Society Institute*

Marko Lovec, *University of Ljubljana*

Daniel Mainwaring, *Global Policy Researcher*

Christine Nissen, *Danish Institute for International Studies*

Luka Orešković, *freelance researcher and adviser*

Ylva Pettersson, *Swedish Institute of International Affairs*

Jonathan Ponchon, *University of Luxembourg*

Martin Quencez, *German Marshall Fund of the United States in Paris*

Lelia Rousselet, *German Marshall Fund of the United States in Paris*

Hüseyin Silman, *independent researcher*

Andrew Stark, *University of Cambridge*

George Tzogopoulos, *Democritus University of Thrace*

Niels van Willigen, *Leiden University*

Viljar Veebel, *Estonian National Defence College*

Zsuzsanna Végh, *European University Viadrina*

Sarah Wohlfeld, *German Council on Foreign Relations*

Icon credits (map)

Nuclear bomb: Icon made by Prosymbols from www.flaticon.com

Treaty: Icon made by Nikita Golubev from www.flaticon.com

Question mark: Icon made by Freepik from www.flaticon.com

US flag: Icon made by Election Icons from www.flaticon.com

Icon credits (country profiles)

NATO symbol: freebiesupply.com

Nuclear bomb: www.pixabay.com

Fighter jet: Icon made by Dave Gandy from www.flaticon.com

Nuclear symbol: www.pixabay.com

Biographies

Manuel Lafont Rapnouil est, depuis 2015, directeur du Bureau de Paris et senior policy fellow de l'ECFR. Diplômé de carrière, il a notamment occupé des postes directement liés à l'action de la France aux Nations unies sur les questions de paix et de sécurité. Entre 2011 et 2015, il est sous-directeur des Affaires politiques au sein du ministère des Affaires étrangères et du Développement international. Chargé de mission pour les Affaires multilatérales au sein du Centre d'Analyse et de Prévision de 2005 à 2008, il a aussi durant cette période été rapporteur des Commissions chargées du Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale et du Livre blanc sur la politique étrangère et européenne de la France, tous deux parus en 2008. Entre 2008 et 2010, il a été chercheur invité au sein du programme Europe du Center for Strategic and International Studies (CSIS), un think-tank établi à Washington.

Tara Varma est directrice adjointe et chercheuse du bureau de Paris de l'ECFR, qu'elle a rejoint en janvier 2015. Avant d'arriver au bureau de Paris, Tara a travaillé pour le ministère français des Affaires étrangères au consulat général de France de Shanghai, où elle a contribué à promouvoir la coopération en sciences humaines et sociales entre les universités françaises et chinoises. Auparavant, elle a travaillé chez CEIS, cabinet de conseil à Paris, spécialisé dans les questions stratégiques et de défense. Elle est diplômée de Sciences Po Lille et de SOAS à Londres en relations internationales. Elle est également la Secrétaire générale de Women In International Security France (WIIS France).

Nick Witney est senior policy fellow à l'ECFR. Il fut le premier directeur exécutif de l'Agence Européenne de Défense (AED) à Bruxelles. Au début de sa carrière, Nick Witney a travaillé pour le gouvernement britannique, d'abord au Foreign and Commonwealth Office, puis au ministère de la Défense (MoD). En tant que diplomate, il apprit l'arabe au Liban et en Jordanie, fut posté à Bagdad et à Washington où il a occupé pendant quatre ans le poste de directeur de cabinet de l'ambassadeur britannique. Son dernier poste avant son départ pour Bruxelles a été celui de directeur général de la politique de sécurité internationale du ministère de la Défense, où il était responsable de la politique de l'OTAN et de l'UE ainsi que de la défense antimissile.

Remerciements

Les auteurs souhaiteraient remercier leurs collègues de l'ECFR : Jeremy Shapiro pour son soutien, Pawel Zerka pour sa coordination du projet, Mathilde Ciulla ainsi que Matthew Jablonski, Cecilia Vidotto & Marta Pellon Brussosa pour leur aide à différentes étapes de ce projet. Adam Harrison mérite des remerciements tous particuliers pour son extraordinaire soutien (et patience) dans l'édition de ce papier et Chris Raggett pour sa contribution aux différents graphiques.

Les auteurs souhaitent remercier tous les experts qui ont accepté de partager leurs conseils et avis, ainsi que les fonctionnaires, français et étrangers, qui ont le pris le temps de partager leurs avis avec nous, sous le couvert de l'anonymat.

Nick Witney souhaite remercier feu Olivier de Bouzy, dont il se souvient avec gratitude et affection de discussions (aussi avec Bob Levine) à la RAND en 1994.

Néanmoins, comme pour toutes les autres publications de l'ECFR, l'argumentation, les conclusions et recommandations présentées dans ce flash scorecard, ne représentent que les vues des auteurs.

ABOUT ECFR

The European Council on Foreign Relations (ECFR) is the first pan-European think-tank. Launched in October 2007, its objective is to conduct research and promote informed debate across Europe on the development of coherent, effective and values-based European foreign policy.

ECFR has developed a strategy with three distinctive elements that define its activities:

- A pan-European Council. ECFR has brought together a distinguished Council of over two hundred Members – politicians, decision makers, thinkers and business people from the EU's member states and candidate countries – which meets once a year as a full body. Through geographical and thematic task forces, members provide ECFR staff with advice and feedback on policy ideas and help with ECFR's activities within their own countries. The Council is chaired by Carl Bildt, Emma Bonino and Mabel van Oranje.
- A physical presence in the main EU member states. ECFR, uniquely among European think-tanks, has offices in Berlin, London, Madrid, Paris, Rome, Sofia and Warsaw. Our offices are platforms for research, debate, advocacy and communications.
- Developing contagious ideas that get people talking. ECFR has brought together a team of distinguished researchers and practitioners from all over Europe to carry out innovative research and policy development projects with a pan-European focus. ECFR produces original research; publishes policy reports; hosts private meetings, public debates, and "friends of ECFR" gatherings in EU capitals; and reaches out to strategic media outlets.

ECFR is a registered charity funded by the Open Society Foundations and other generous foundations, individuals and corporate entities. These donors allow us to publish our ideas and advocate for a values-based EU foreign policy. ECFR works in partnership with other think tanks and organisations but does not make grants to individuals or institutions.

www.ecfr.eu

The European Council on Foreign Relations does not take collective positions. This paper, like all publications of the European Council on Foreign Relations, represents only the views of its authors.

Copyright of this publication is held by the European Council on Foreign Relations. You may not copy, reproduce, republish or circulate in any way the content from this publication except for your own personal and non-commercial use. Any other use requires the prior written permission of the European Council on Foreign Relations.

© ECFR December 2018

ISBN: 978-1-911544-75-3

Published by the European Council on Foreign Relations (ECFR),
4th Floor, Tennyson House,
159-165 Great Portland Street,
London, W1W 5PA,
United Kingdom

london@ecfr.eu